



ÉLISÉE RECLUS PAR NADAR, 1893.

ÉLISÉE RECLUS DE LA GÉOGRAPHIE À L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

Dans un texte paru initialement le 15 mai 1866 dans la *Revue des Deux Mondes* – «Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes»¹ – Élisée Reclus dresse comme un constat des relations des hommes avec la nature.

C'est dans la troisième et dernière partie de ce court texte que la verve, à la fois écologique et clairement anticapitaliste de Reclus, s'exprime avec le plus de netteté. À plus de cent cinquante ans de distance, l'écriture et l'analyse en restent saisissantes. L'idée même de «communs» ressort avec force de cet essai, en réaction à l'accaparement, à l'enlaidissement, à la spéculation et à la recherche d'un profit immédiat, symptômes toujours bien vivaces jusqu'à nos jours, de la révolution industrielle à l'œuvre en cette seconde moitié du XIX^e siècle.

Il était donc bien naturel que ce long extrait trouve sa place dans ce dossier sur les «communs».

Autour de Londres, c'est par centaines de mille que l'on doit compter ceux qui plongent tous les matins dans le tourbillon d'affaires de la grande ville et qui retournent tous les soirs dans leur paisible home de la banlieue verdoyante. La Cité, le vrai centre du monde commercial, se dépeuple de résidents; le jour, c'est la ruche humaine la plus active; la nuit, c'est un désert.

Malheureusement ce reflux des villes vers l'extérieur ne s'opère pas sans enlaidir les campagnes: non seulement les débris de toute espèce encombrant l'espace intermédiaire compris entre les cités et les champs; mais, chose plus grave encore, la spéculation s'empare de tous les sites charmants du voisinage, elle les divise en lots rectangulaires, les enclôt de murailles uniformes, puis y construit par centaines et par milliers des maisonnettes prétentieuses. Pour les promeneurs errant par les chemins boueux dans ces prétendues campagnes, la nature n'est représentée que par les arbustes taillés et les massifs de fleurs qu'on entrevoit à travers les grilles. Sur le bord de la mer, les falaises les plus pittoresques, les plages les plus charmantes sont aussi en maints endroits

ÉDITORIAL

COMMUNS, COMMUNE

Par ces temps de mobilisation et de luttes, rappelons que le principe intergénérationnel de la retraite par répartition fait partie, au même titre que la Sécurité sociale, d'un commun social et solidaire qu'il convient de défendre à tout prix, face à la rapacité des marchés.

Ce quatrième numéro d'*Actualité(s) de la Commune* est d'ailleurs



consacré en grande partie à la notion de commun et aux expériences en cours qui mettent le commun ou les communs au centre de leurs préoccupations. Que ces expériences soient de l'ordre de l'appropriation citoyenne de la gestion d'une commune ou bien en relation avec la défense collective d'un lieu en danger, face à la convoitise sans borne de ceux qui privatisent et recherchent le profit, quel qu'en soit le coût humain et/ou environnemental.

Ce numéro paraît alors que les élections municipales de mars 2020 verront fleurir plusieurs centaines de listes citoyennes dont beaucoup feront valoir, comme à Saillans, la nécessité de mettre en place de véritables formes démocratiques de contrôle citoyen...

En effet, comme l'affirment nombre de militante.s et personnalités, dans un appel intitulé Emparons-nous du local et refondons la démocratie: « La campagne des élections municipales, loin de relever d'un scrutin secondaire ou intermédiaire, est une formidable occasion de bouleverser notre univers politique. Elle ouvre un temps et un espace que nous devons nous approprier pour construire collectivement des réponses aux urgences qui nous menacent. » (Source, blog de Médiapart – 13 novembre 2019). Nous reprenons ici l'intégralité de cet appel.

Enfin, plusieurs chroniques d'ouvrages récemment parus apportent la preuve que, décidément, la Commune n'est pas morte!

Vive la Commune!

Pour nous rejoindre ou nous envoyer des contributions:
www.faisonsvivrelacommune.org
faisonsvivrelacommune@laposte.net

Actualité(s) de la Commune
Lettre d'informations de l'association
Faisons vivre la Commune!

C/O Maison de la Vie Associative et Citoyenne
du 20^e arrondissement - Boîte 112
18 rue Ramus - 75020 PARIS

Directeur de la publication: Marc Plocki

Les articles signés n'engagent pas le point de vue du comité de rédaction d'*Actualité(s) de la Commune*.

HIVER 2020

SOMMAIRE

DOSSIER COMMUNS, COMMUNE

ÉLISÉE RECLUS - DE LA GÉOGRAPHIE
À L'ÉCOLOGIE POLITIQUE P. 1

BIENS COMMUNS, COMMUN... COMMUNE! P. 5

LECTURES

LA PETITE RÉPUBLIQUE DE SAILLANS MAUD DUGRAND P. 8

LA CITÉ EN COMMUNS.
DES BIENS COMMUNS AU MUNICIPALISME
CÉSAR RENDUELES ET JOAN SUBIRATS P. 10

COLLECTIVITÉS LOCALES,
REPRENDRE LA MAIN, C'EST POSSIBLE ! AITEC P. 11

APPEL

EMPARONS-NOUS DU LOCAL
ET REFONDONS LA DÉMOCRATIE P. 12

ACTUALITÉS

GILETS JAUNES, ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES P. 14

THÉÂTRE

LE SANG DES VIVANTS VARIATIONS COMMUNES!
COMPAGNIE DIES IRAE P. 16

ENTRETIEN AVEC...

LAURE GODINEAU ET MARC CÉSAR POUR LA PARUTION DE
LA COMMUNE DE 1871. UNE RELECTURE. P. 20

COMMUNALISTES-PORTRAITS

GUSTAVE COURBET P. 24
ÉLOI VALAT

HISTOIRE

LA PROSE MALSAINES DES VERSAILLAIS P. 26
MAURICE RAJSFUS

ENTRETIEN AVEC...

MAXIME JOURDAN POUR L'ÉDITION DU ROMAN DE LUCIEN
DESCAVES PHILÉMON VIEUX DE LA VIEILLE. P. 28

MICHÈLE AUDIN

LECTURES

LE PÈRE BRAFORT ANDRÉ LÉO P. 30
MICHÈLE AUDIN

LA COMMUNE EN CHANTANT

ELLE N'EST PAS MORTE! P. 31

accaparées soit par des propriétaires jaloux, soit par des spéculateurs qui apprécient les beautés de la nature à la manière des changeurs évaluant un lingot d'or. Dans les régions de montagnes fréquemment visitées, la même rage d'appropriation s'empare des habitants: les paysages sont découpés en carrés et vendus au plus fort enchérisseur; chaque curiosité naturelle, le rocher, la grotte, la cascade, la fente d'un glacier, tout, jusqu'au bruit de l'écho, peut devenir propriété particulière. Des entrepreneurs afferment les cataractes, les entourent de barrières en planches pour empêcher les voyageurs non-paysans de contempler le tumulte des eaux, puis, à force de réclames, transforment en beaux écus sonnants la lumière qui se joue dans les gouttelettes brisées et le souffle du vent qui déploie dans l'espace des écharpes de vapeurs.

Puisque la nature est profanée par tant de spéculateurs précisément à cause de sa beauté, il n'est pas étonnant que dans leurs travaux d'exploitation les agriculteurs et les industriels négligent de se demander s'ils ne contribuent pas à l'enlaidissement de la terre. Il est certain que le « dur ouvrier » se soucie fort peu du charme des campagnes et de l'harmonie des paysages, pourvu que le sol produise des récoltes abondantes; promenant sa cognée au hasard dans les bosquets, il abat les arbres qui le gênent, mutile indignement les autres et leur donne l'aspect de pieux ou de balais. De vastes contrées qui jadis étaient belles à voir et qu'on aimait à parcourir sont entièrement déshonorées, et l'on éprouve un sentiment de véritable répugnance à les regarder. D'ailleurs il arrive souvent que l'agriculteur, pauvre en science comme en amour de la nature, se trompe dans ses calculs et cause sa propre ruine par les modifications qu'il introduit sans le savoir dans les climats. De même il importe peu à l'industriel, exploitant sa mine ou sa manufacture en pleine campagne, de noircir l'atmosphère des fumées de la houille et de la vicier par des vapeurs pestilentielles. Sans parler de l'Angleterre, il existe dans l'Europe occidentale un grand nombre de vallées manufacturières dont l'air épais est irrespirable pour les étrangers; les maisons y sont enfumées, les feuilles même des arbres y sont revêtues de suie, et quand on regarde le soleil, c'est à travers une brume épaisse que se montre presque toujours sa face jaunie. Quant à l'ingénieur, ses ponts et ses viaducs sont toujours les mêmes, dans la plaine la plus unie ou dans les gorges des montagnes les plus abruptes; il se préoccupe non de mettre ses constructions en harmonie avec le paysage, mais uniquement d'équilibrer la poussée et la résistance des matériaux.

Certainement il faut que l'homme s'empare de la surface de la terre et sache en utiliser les forces; cependant on ne peut s'empêcher de regretter la brutalité avec laquelle s'accompagne cette prise de possession. [...] La nature sauvage est si belle: est-il donc nécessaire que l'homme, en s'en emparant, procède géométriquement



Globe géant pour une géographie à la portée de tous

Pour l'exposition universelle de 1900, Élisée Reclus propose un projet de globe terrestre, posé sur la colline de Chaillot face à la tour Eiffel, une boule de 160 mètres de diamètre, soutenue par quatre piliers, qui aurait contenu une deuxième sphère mobile de 127,5 mètres de diamètre pour le relief maritime et terrestre. Et à l'intérieur un espace proposant des expositions et une bibliothèque ouvertes à tous.

Pour Élisée Reclus, le globe devait remplacer la carte pour l'étude et la connaissance de la terre et l'enseignement de la géographie. Selon lui, les cartes traditionnelles et les planisphères faussent la perception de la réalité augmentant ainsi la distance avec la nature.

« Telle méthode exagère les dimensions de la partie centrale, telle autre celles des parties extérieures, telle autre étire les péninsules comme si elles avaient passé sous un immense laminoir, telle autre les élargit, au contraire, sous une forme massive et trapue, comme si chaque partie de la surface terrestre était une feuille de matière ductile que l'on pût allonger ou raccourcir dans tous les sens. En étudiant chaque carte, il faut sans cesse tenir compte de la part d'erreur introduite dans tel ou tel fragment du dessin par la projection des degrés; mais, si habitué que l'on soit à la gymnastique intellectuelle du calcul, si habile que l'on devienne à la lecture des cartes, on ne l'est jamais assez pour ne pas se laisser influencer par les linéaments en perspective fuyante que l'on a sous les yeux. » (Reclus, 1901).

4 - ÉLISÉE RECLUS - DE LA GÉOGRAPHIE À L'ÉCOLOGIE POLITIQUE



ÉLISÉE RECLUS, À BRUXELLES EN 1885,
LISANT *LE CRI DU PEUPLE*.

Né en 1830 à Sainte-Foy-la-Grande (Gironde), Élisée Reclus est fils de pasteur. Après avoir étudié en Allemagne, il parcourt la France et de nombreux pays à pied, devenant peu à peu l'un des plus grands géographes français. Athée militant, il entre en 1857 à la Société de géographie. Proche de Bakounine et de Kropotkine (lui aussi géographe), il s'engage dans le courant anarchiste. Durant la Commune de Paris, il prend place comme simple citoyen dans la Garde nationale. Membre de l'AIT (I^{re} Internationale), il appartient à la section des Batignolles, animée par Benoît Malon. Fait prisonnier au matin du 5 avril sur le plateau de Châtillon, par les troupes versaillaises, il est interné au camp de Satory, avant d'être transféré dans un bagne militaire, en Bretagne. Il est condamné par la suite par le conseil de guerre de Versailles à la déportation. De nombreuses interventions de savants, dont Darwin, feront que sa peine sera commuée en bannissement. Salué par le géographe Yves Lacoste comme le « père de la réflexion géopolitique française », il est également le premier à développer les bases de ce que nous appelons aujourd'hui l'écologie.

Pour aller plus loin, une excellente bibliographie : *Élisée Reclus, géographe, anarchiste, écologiste*, par Jean-Didier Vincent, Flammarion, collection « Champs », 528 pages, 2014, 11 €.

à l'exploitation de chaque nouveau domaine conquis et marque sa prise de possession par des constructions vulgaires et des limites de propriété tirées au cordeau ? S'il en était ainsi, les harmonieux contrastes qui sont une des beautés de la terre feraient bientôt place à une désolante uniformité, car la société, qui s'accroît chaque année d'une dizaine de millions d'hommes, et qui dispose par la science et l'industrie d'une force croissant dans de prodigieuses proportions, marche rapidement à la conquête de toute la surface planétaire ; le jour est proche où il ne restera plus une seule région des continents qui n'ait été visitée par le pionnier civilisé, et tôt ou tard le travail humain se sera exercé sur tous les points du globe. Heureusement, le beau et l'utile peuvent s'allier de la manière la plus complète, et c'est précisément dans les pays où l'industrie agricole est la plus avancée, en Angleterre, en Lombardie, dans certaines parties de la Suisse, que les exploiters du sol savent lui faire rendre les plus larges produits, tout en respectant le charme des paysages, ou même en ajoutant avec art à leur beauté. Les marais et les bouées de Flandre transformés par le drainage en campagne d'une exubérante fertilité, la Crau pierreuse se changeant, grâce aux canaux d'irrigation, en une prairie magnifique, les flancs rocheux des Apennins et des Alpes maritimes se cachant du sommet à la base sous le feuillage des oliviers, les tourbières rougeâtres de l'Irlande remplacées par des forêts de mélèzes, de cèdres, de sapins argentés, ne sont-ce pas là d'admirables exemples de ce pouvoir qu'a l'agriculteur d'exploiter la terre à son profit tout en la rendant plus belle ?

La question de savoir ce qui dans l'œuvre de l'homme sert à embellir ou bien contribue à dégrader la nature extérieure peut sembler futile à des esprits soi-disant positifs : elle n'en a pas moins une importance de premier ordre. Les développements de l'humanité se lient de la manière la plus intime avec la nature environnante. Une harmonie secrète s'établit entre la terre et les peuples qu'elle nourrit, et quand les sociétés imprudentes se permettent de porter la main sur ce qui fait la beauté de leur domaine, elles finissent toujours par s'en repentir. Là où le sol s'est enlaidi, là où toute poésie a disparu du paysage, les imaginations s'éteignent, les esprits s'appauvrissent, la routine et la servitude s'emparent des âmes et les disposent à la torpeur et à la mort. [...]» ■

1. Élisée Reclus, *Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes*. Éditions Bartillat, préface par Annie Le Brun, 124 pages, Paris, 2019, 12,90 €.

BIENS COMMUNS, COMMUN... COMMUNE!

POPULARISÉE PAR LES COMBATS CONTRE LE BARRAGE DE SIVENS (TARN), LE PROJET DE NOUVEL AÉROPORT DE NANTES À NOTRE-DAME-DES-LANDES (LOIRE-ATLANTIQUE), OU ENCORE L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS RADIOACTIFS ULTIMES À BURE (MEUSE), LA ZAD, OU « ZONE À DÉFENDRE », FAIT DÉSORMAIS FLORÈS DANS LES PRATIQUES CITOYENNES ET MILITANTES.



EXTRAIT D'UNE AFFICHE DE MOBILISATION DE LA ZAD D'ARLON, EN BELGIQUE.

Pas de mois ou de semaine sans que les médias alternatifs ou la presse nationale s'emparent d'une situation de résistance nouvelle ou ancienne face à la rapacité de celles et ceux qui n'entendent pas baisser la garde du développement économique à tout crin, gage de leurs profits as usual.

Comme en écho au texte prémonitoire d'Élisée Reclus – *Du sentiment de la nature dans les sociétés modernes* – rédigé en 1866, ces actes de résistance locale, ces luttes citoyennes qui se multiplient, montrent qu'il est possible d'imaginer un autre monde où la notion de commun l'emporte sur le profit à court terme et le chacun pour soi. Forêts, terres maraîchères ou encore bord de mer, les quatre relations qui suivent montrent à quel point les démarches citoyennes en défense des biens communs ne manquent ni de participant.e.s ni d'imagination et encore moins de détermination.

DU PLOMB DANS LES VOILES, À BRÉTIGNOLLES-SUR-MER (VENDÉE)

Dans *L'Âge de faire* de novembre 2019, Marie Pragout signe un article intitulé « Une ZAD dans les dunes s'inspire de Notre-Dame-des-Landes ». À Brétignolles-sur-Mer, en Vendée, le maire a engagé des travaux pour la construction d'un futur port de plaisance : 915 anneaux d'amarrage sur 40 hectares d'aménagement. Le hic, c'est qu'il faut

pour cela raser une dune protégée, faire rentrer l'eau dans les terres déjà fragilisées, détruire une zone humide, réserve d'oiseaux migrateurs, et enfreindre la loi Littoral de 1986... Une paille apparemment pour le maire bétonneur qui a cependant trouvé face à lui 2 500 manifestants à ce funeste projet, suite au début des travaux le 30 septembre dernier. Puis à nouveau 1 500 manifestants, le lendemain, dont certain.e.s se sont interposé.e.s devant les bulldozers, permettant d'arrêter le chantier.

CQFD de décembre 2019, par un article de Gérard Lancien intitulé « Balance ton port », relaie également cette lutte. Le journaliste précise que, « depuis début octobre, une tour en bois de palettes, dans le plus pur style zadiste, surplombe la plage de la Normandelière à Brétignolles-sur-Mer. Et c'est la panique chez les édiles, à commencer par le maire de cette commune vendéenne de 4 000 habitants qui s'est, constate un observateur, "tiré une balle dans le pied" en envoyant ses bulldozers saccager la dune d'un site classé [...]. Ce que dix-sept années d'opposition légale n'avaient pas réussi, la "ZAD de la Dune" l'a obtenu en quelques jours : emballement médiatique, large soutien de la population (2 500 personnes au rassemblement du 6 octobre), bulldozers arrêtés. Favorisée par cet effet ZAD, l'opposition historique à ce projet aberrant, principalement rassemblée dans l'association La Vigie, a gagné une visibilité nationale qui lui faisait défaut et, conséquemment, un soutien croissant à son combat. [...] Une poignée de jeunes du coin, fortement soutenus par de nombreux habitants et vieux

6 - DOSSIER COMMUNS, COMMUNE!

paysans [se sont proclamés] “gardiens de la dune” [et se sont installés] sur un terrain privé au cœur de la zone dont la mairie n’avait pas réussi à circonvenir les propriétaires, ajoutant leur stratégie “désobéissante” (mais non violente) à celle plus classique des opposants historiques lancés dans de nombreux recours administratifs. La stratégie du saccage est donc, pour le moment, enrayée. Le projet de “Port Brétignolles” a désormais du plomb dans les voiles ».

À ARLON (BELGIQUE), LES PRÉDATEURS SONT DANS LES BOIS

Dans une chronique intitulée « En Belgique: contre le béton, on ZAD aussi », nos amis de Radio Parleur relatent, le 13 décembre dernier, la situation de la ZAD de la Sablière, située à côté d’Arlon, capitale de la province de Luxembourg, en Belgique. C’est une zone naturelle de 31 hectares qui doit être détruite pour faire place à près de 6 hectares consacrés à une énième « zone d’activités économiques ». « La ZAD d’Arlon n’est pas la première ZAD belge, mais la mobilisation qui gravite autour de l’ancienne sablière est particulièrement importante. Ils-elles sont plusieurs centaines chaque week-end à venir sur la ZAD pour apporter du soutien. Des comités se sont aussi créés pour organiser des événements de soutien [...] ».

Dans son numéro de décembre, *CQFD* s’empare également de ce sujet à travers un article au titre de circonstance: « Zone (belge) à défendre ». « La marche des choses se traduit ici par la volonté de détruire une



belle forêt qui a poussé sur une ancienne sablière fermée en 1978, classée en zone de grand intérêt biologique par la Région wallonne, et où se sont installées des dizaines d’espèces rares ou protégées. » Parmi les zadistes, Sylvie (étudiante en biologie) qui affirme au journaliste de *CQFD*: « On a choisi l’occupation permanente du terrain. Et c’est étonnant de constater que, depuis qu’on occupe le site, les bourgmestres et autres élus viennent nous voir pour nous parler. Même Idelux (la structure intercommunale du coin à la manœuvre pour le bétonnage de la forêt de la Sablière) veut nous rencontrer. D’un coup, en s’opposant frontalement, en dehors de leurs règles, à leurs délires de croissance capitaliste qui détruit l’environnement aussi sûrement que 1 et 1 font 2, on est redevenus visibles. »

Et le reporter de Radio Parleur de conclure: « Radicaux ou non, les occupant·e·s de la ZAD vont continuer le combat. Ils et elles l’ont rappelé dans un communiqué partagé le lendemain du lancement de la procédure d’expulsion (le 6 décembre 2019): “La détermination reste sans faille et l’occupation continuera tant que le projet n’est pas abandonné.” Les militant·es confient eux qu’ils et elles sont prêt·es à passer l’hiver sur la zone. »

« DES TOMATES SÉCHÉES, PAS DES ÉCOQUARTIERS », À DIJON

Dans *Le Monde* du 28 novembre 2019, Camille Bordenet revient sur la lutte victorieuse des jardiniers-squatteurs du « Quartier libre des Lentillères » à Dijon.

« [...] Le maire de la capitale bourguignonne, François Rebsamen, a annoncé, lundi 25 novembre, l’abandon de la deuxième phase d’un projet d’écoquartier. Celle-ci prévoyait la construction de six cents logements, bureaux et services [...] sur un triangle de terre de sept hectares, précieusement gardé: les derniers vestiges de l’enceinte maraîchère. Ce conflit d’aménagement remonte à 2010, lorsque la ville officialise sa volonté d’y construire un nouvel écoquartier – elle en compte quatorze en tout. »

C’est sans compter sur un certain nombre d’habitants et de citoyens qui entreprennent alors d’occuper illégalement ces terres laissées à l’abandon par les derniers maraîchers et de les défricher. Et la journaliste de poursuivre: « [...] Au fil du temps, et des installations, un quartier bigarré et autogéré par une centaine de personnes voit le jour, où se côtoient maraîchers, zadistes, migrants, étudiants





précaires, ingénieurs agronomes, résidents du foyer social voisin... Certains, sur leur petit lopin, y cultivent, d'autres viennent s'approvisionner en légumes à prix libre, une partie y a élu domicile, dans les anciennes habitations ou dans des caravanes... La friche est devenue, par la force des choses, une petite ZAD. [...] Ni les espaces ni les enjeux ne sont comparables, mais les "lentilléristes" dijonnais s'apprêtent à partager certains des questionnements qu'ont pu connaître leurs camarades de NDDL et d'Europacity. "Il faut qu'on se concerte, explique l'un d'eux, mais nous sommes certains de vouloir maintenir l'expérience telle qu'elle se construit, c'est-à-dire sous une forme autogestionnaire." »

La proximité des élections municipales et le fait que la liste EELV mette dans ses priorités de campagne l'abandon du projet d'écoquartier ne sont certainement pas étrangers à cette mue écologique du maire de Dijon qui semble vouloir briguer un quatrième mandat, en mars 2020... Mais le gros bâton n'est jamais loin avec celui qui se serait bien vu ministre de l'Intérieur il n'y a pas si longtemps. «[...] M. Rebsamen entend finalement proposer aux cultivateurs et aux associations "qui seront prêts à intégrer un cadre légal" des baux à des sommes modiques, qui permettraient de développer un système de jardins partagés et de projets de maraîchage. Également, l'idée que le collège du quartier devienne expérimental en alimentation locale provenant des jardins. L'élu socialiste se veut en revanche catégorique sur "l'expulsion de ceux qui n'accepteront pas la voie légale". »

Il sera intéressant de suivre ce nouveau bras de fer

entre l'édile sûr de son droit et les zadistes du « Quartier libre des Lentillères » qui n'entendent pas rentrer dans le rang au coup de sifflet et abandonner l'expérimentation sociale construite au fil du temps: «l'apprentissage d'autres formes de vie collective et de façons d'habiter la ville».

DANS LE MORVAN, UNE MOBILISATION CITOYENNE POUR L'AVENIR DES FORÊTS

Libération relatait, le 17 novembre 2019, sous la plume de Lucas Martin-Brodzicki, son envoyé spécial, la mobilisation de près de 500 personnes, dans le département de l'Yonne, pour protester contre les « coupes rases », une pratique forestière d'abattage particulièrement mise en œuvre dans le Morvan. La « coupe rase », récurrente dans le massif forestier du Morvan, consiste à abattre en même temps tous les arbres d'une exploitation et à laisser le sol à nu. Les forêts naturelles, composées de feuillus, disparaissent les unes après les autres pour laisser la place à des plantations de résineux – pour l'essentiel des pins Douglas – qui poussent plus rapidement et sont très demandés dans les activités de construction. «[...] Mais pour beaucoup, ils symbolisent l'industrialisation de la forêt. Dans le Morvan, ces peuplements purement résineux représentent déjà 30 % des surfaces forestières. [...] "Ce sont des pratiques agricoles. On plante des champs d'arbres", s'indigne Frédéric Beaucher, président du groupement forestier du Chat sauvage. Avec d'autres habitants du coin, il rachète des parcelles menacées d'enrésinement. "On veut montrer qu'une autre sylviculture, plus durable, est possible", ajoute Danielle, elle aussi membre du groupement. En trois ans, plus de 50 hectares ont déjà été rachetés.» Fatales pour la biodiversité et accélératrices du réchauffement climatique, les coupes rases deviennent un enjeu écologique de première importance. Face à la surexploitation des forêts, la députée LFI Mathilde Panot (présente le 17 novembre) déclare qu'il est urgent d'inscrire dans la loi l'interdiction des coupes rases et que le devenir des massifs forestiers doit faire l'objet de décisions démocratiques. En attendant, les associations SOS forêt et Canopée Forêts vivantes continuent d'appeler à la mobilisation et à la vigilance citoyennes. ■

Nous continuerons de suivre très régulièrement, dans ces colonnes, l'actualité des ZAD et plus généralement les faits de résistance et/ou de mobilisation citoyenne qui se développent dans la perspective d'approches communes et solidaires dans tous les aspects de l'existence.

Reporterre, le quotidien en ligne de l'écologie publie des cartes des mobilisations contre des projets polluants ou inutiles qui sans prétendre être exhaustives recensent quelque 200 mobilisations collectives.

<https://reporterre.net/Carte-des-luttes>

LA PETITE RÉPUBLIQUE DE SAILLANS

UNE EXPÉRIENCE DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

NOUS VOUS PROPOSONS ICI QUELQUES « BONNES FEUILLES » DU LIVRE DE MAUD DUGRAND, AUX ÉDITIONS DU ROUERQUE, PARU LE 5 FÉVRIER 2020.

MERCI À L'AUTRICE ET À SON ATTACHÉE DE PRESSE POUR LEUR AIDE.

Depuis 2014, Saillans expérimente une forme originale de gouvernance locale, la gestion de la municipalité reposant sur un modèle de démocratie participative citoyenne. Originaire de ce village situé au pied du Vercors, j'en connaissais le potentiel créatif pour y avoir vécu mes plus intenses moments de l'enfance et de l'adolescence. Je me souviens même de véritables états d'exaltation, lors des fêtes, ces rituels qui unissent. Ces rares moments aujourd'hui où les générations se mélangent, où je me sentais en sécurité et libre puisque les adultes gardaient un œil bienveillant sur moi. J'ai fait l'expérience du proverbe africain : « Il faut tout un village pour élever un enfant. » Grandir quelques années dans un espace sûr au cœur d'une nature magnifique. Où « au milieu coule une rivière »... Le village, situé entre le Vercors et la Drôme provençale, a les pieds dans l'eau et le regard tourné vers Cresta et le massif des Trois Becs, forteresse de calcaire de plus de 1 500 mètres d'altitude, une merveille géologique, gardienne de la vallée et des hommes.

Je garde le souvenir intact de véritables moments de grâce au contact des arbres, dans l'eau de la rivière, à l'ombre des platanes de la place du prieuré, à courir les collines aux senteurs de thym, à faire des roues dans l'herbe fraîche avec ma meilleure amie, à goûter à la douceur des soirées d'été, quand le soleil ne se couche plus. Le goût et l'odeur des petits-gris et des chanterelles ramassés par mon grand-père lorsque les peupliers du bord de l'eau viraient au jaune or l'automne venu. Tels des arrêts sur image, je me souviens de ce premier regard porté sur la beauté d'un cabanon en ruine au milieu des vignes, dans lequel poussait un arbre. De la fraîcheur d'une treille accrochée au-devant d'une maison entourée de vignes. De l'éclat de la lumière sur l'eau de la cascade au barrage, en amont du village. Je vivais la beauté intensément. J'aimais l'automne par-dessus tout. Quelque chose aujourd'hui me dit que ces ingrédients sont nécessaires à ce qui fait de nous des êtres debout. Nécessaire dans ce que nous avons tous à la fois de plus organique et de plus éthéré. Saillans m'a fait goûter à cette expérience.

Mais de là à penser que ce village de 1 300 habitants devienne un modèle de changement de manière de faire, de penser et d'agir la politique, je ne pouvais l'imaginer.

En 2014, le paysage politique est sombre. Le Front national bat de nouveaux records électoraux, remportant onze mairies aux élections municipales. Dans ce contexte, Saillans va faire figure d'exception. Le petit bourg

renverse la table après des mois de travail collectif. Des citoyens débutants en politique décident de plancher sur les priorités de la commune et de se départir de l'habituel fonctionnement avec une tête de liste et un programme défini à l'avance. Les réunions publiques organisées pendant la campagne électorale rencontrent un succès inattendu. Pour la première fois, des habitants prennent la parole, réfléchissent ensemble à une autre façon de faire vivre la politique locale. Mais surtout affirment ne plus vouloir que les décisions politiques se prennent sans leur avis. Le temps des potentats locaux est loin d'être révolu. Mais l'absurdité de certaines décisions politiques pousse des citoyens à s'engager dans les affaires de leur commune et à redynamiser à leur manière une démocratie asphyxiée et minée par l'abstention et le repli identitaire. L'échelon local est peut-être le niveau où peut se transformer la politique. Depuis le 23 mars 2014, date du succès de la liste citoyenne « Autrement pour Saillans... tous ensemble » avec 56,8% des voix pour un taux de participation de 80 %, l'expérience municipale de Saillans s'invente au quotidien.

Le mode de gouvernance est repensé, les institutions réformées. Les élus fonctionnent en binôme, le maire et la première adjointe forment une direction bicéphale. Les habitants s'inscrivent dans des groupes actions projets (GAP) reliés à sept commissions désignées comme prioritaires lors de la campagne électorale. Une charte des valeurs inscrit les trois piliers du projet : la collégialité, la participation et la transparence. Les citoyens ont le droit d'intervenir en comité de pilotage, sorte de conseil municipal où sont discutées collectivement les décisions à prendre. Les indemnités sont réparties entre l'ensemble des conseillers municipaux de manière équitable, seuls le maire et les premiers adjoints étant davantage rémunérés en fonction du temps dégagé dans leur vie professionnelle. [...]

J'ai souvent eu à répondre à cette question : « Alors, Saillans, ça marche ou pas ? » Écrire sur Saillans aujourd'hui, c'est ne pas vouloir chercher à répondre. Le village n'est pas un gadget prêt à être balancé à la poubelle en cas d'obsolescence ou brandi tel un étendard bien trop grand pour lui. Je cherche à raconter l'expérience dans sa complexité. Saillans n'est pas un îlot au milieu d'un océan de vide mais un village inscrit dans une histoire et un territoire de la vallée de la Drôme et du Diois. Une terre irriguée par les protestants fuyant les persécutions. Une terre profondément républicaine, engagée dans la

Révolution française et résistante contre le coup d'État napoléonien de 1851. Une terre d'immigration pour les Italiens au début du XX^e siècle. Une terre de maquis, celui du Vercors, qui surplombe la vallée. À la fin des années 1960, la vallée fut rudement marquée par l'exode rural avant de se repeupler par l'arrivée de jeunes gens politisés, dont le choix était celui du retour à la terre, refusant les injonctions d'une société capitaliste, préférant construire des îlots libertaires et écologistes. Des jeunes venus de toute la France mais aussi de beaucoup plus loin, comme ces Hollandais, parfois les seuls à faire revivre des villages où ne restaient que des anciens qui les accueillaient à bras ouverts. Beaucoup lancèrent de nouvelles filières agricoles comme celle des plantes aromatiques et s'intégrèrent parfaitement aux us et coutumes d'une ruralité ouverte, entre le Rhône, les Alpes et l'Italie.

Ces dernières années, la vallée se peuple d'une nouvelle vague d'habitants venus des villes, souvent diplômés. Des gens assument le choix de gagner moins d'argent et cherchent à vivre autrement en agissant sur un petit territoire. Ces arrivées provoquent des rencontres qui peuvent être fécondes, comme à Saillans où des natifs et des nouveaux arrivants, des anciens et des plus jeunes se sont lancés dans la lutte contre l'implantation du supermarché, qui aurait marqué à coup sûr la mort des petits commerces du centre-bourg. La mayonnaise a pu prendre et se transformer en projet politique. Ce frottement ne se fait pas sans douleur, sans heurts, sans incompréhension. Mais il a aussi permis à Saillans quelque chose de passionnant. Comment des personnalités aussi différentes, qu'il s'agisse d'élus ou de citoyens, parviennent à travailler ensemble, à dépasser, ou pas, les conflits? Un ancien agent de la direction départementale de l'équipement (DDE), natif de Saillans, chasseur et marcheur à ses heures, a pu travailler aux côtés d'un garçon vivant en couple avec un homme, ancien éducateur, grand voyageur et passé par la communauté de l'Arche de Lanza del Vasto. Une ingénieure agronome, un imprimeur lyonnais de l'âge de son père, ancien objecteur de conscience, une institutrice, l'ancien médecin du village, un conteur, un ingénieur allemand et écologiste vivent une expérience courageuse. ■



Maud Dugrand

la petite république de Saillans

une expérience
de démocratie participative

enquête 

la brune au rouergue

- Maud Dugrand, *La petite république de Saillans*
Une expérience de démocratie participative.
Éditions du Rouergue, collection « La brune », 2020, 160 p., 17 €. Disponible aussi en version numérique.

LA CITÉ EN COMMUNS. DES BIENS COMMUNS AU MUNICIPALISME

CÉSAR RENDUELES ET JOAN SUBIRATS

AVANT-PROPOS DE L'OUVRAGE PARU AUX ÉDITIONS C&F.

En commun», «biens communs», «pour le bien commun». Le concept de «communs» et tous ses dérivés possibles sont des mots qui résonnent de plus en plus dans le monde des idées politiques, économiques et culturelles... Pourquoi? Qu'est-ce qui rend si intéressant ce mot aux interprétations multiples? Que nous apporte «le commun» à un moment aussi complexe que celui d'aujourd'hui?

Les biens communaux sont la propriété de toute une communauté. Ni privés ni publics, ils fournissent généralement un bien nécessaire à tous ses membres. Ce sont des ressources (eaux, forêts, terres...) qui doivent être préservées et gérées collectivement car elles sont rares et leur exploitation individualiste peut conduire à leur extinction. L'accès aux biens communaux est un droit de tous les membres d'une communauté. Le commun exige aussi quelques devoirs: le travail et la gestion communautaire.

Le commun a des racines très anciennes dans le temps et l'espace. C'est une réalité répandue à travers la planète et à travers l'histoire. Les sociétés traditionnelles actuelles comme les communautés paysannes et autochtones ont des mécanismes politiques et économiques de nature communautaire. Nous avons aussi des témoignages de formes de propriété communale dans le monde rural européen qui évoquent une défaite qui date de deux cents ans: le communal phagocyté par le capitalisme émergent tout au long du XIX^e siècle.

Qu'est-ce qui nous séduit dans la revendication du «commun»? Sans doute l'absence de modèles théoriques transformateurs, ce qui nous permet d'échapper à la mauvaise expérience étatique du «socialisme scientifique», et la barbarie néolibérale de la privatisation extrême que nous vivons aujourd'hui.

Par ailleurs, il est indéniable que nous ne pourrions parler du commun sans l'émergence du monde numérique. Le discours des biens communs a servi de nombreuses communautés numériques pour défendre la liberté d'expression, revendiquer le logiciel libre, le libre accès à l'information et lutter contre les lois restrictives du copyright.

Pour aborder ce débat, nous avons invité deux chercheurs inscrits dans la société, la culture et les idées d'aujourd'hui. César Rendueles et Joan Subirats nous offrent dans ce livre une conversation animée et cependant pleine de la rigueur que leur apportent leurs multiples champs de réflexion: histoire, sciences politiques, économie, anthropologie... Tous deux nous aideront à comprendre ce qu'est le commun dans toute sa richesse et sa complexité. ■



• César Rendueles & Joan Subirats,
La cité en communs, Des biens communs au municipalisme.
Traduit de l'espagnol par Alain Ambrosi.
C&F éditions, Caen 2019, 142 pages, 18 €.
<https://cfeditions.com/municipalisme/>

COLLECTIVITÉS LOCALES, REPRENDRE LA MAIN, C'EST POSSIBLE!

**AITEC, ASSOCIATION INTERNATIONALE DE TECHNICIENS,
EXPERTS ET CHERCHEURS**

Par leur force de résistance, et la capacité structurante de leurs prérogatives de puissance publique, les collectivités locales sont des actrices de poids dans les processus de transition démocratique et écologique, pour peu qu'elles s'ancrent dans une démarche structurelle et systémique en s'alliant entre elles mais aussi avec les acteur-trice-s citoyen-ne-s – associations, mouvements sociaux, syndicats, collectifs d'habitant-e-s ou d'utilisateur-e-s, etc. – pour porter leurs revendications. La désobéissance et la résistance locales aux processus de libéralisation est un fil à tirer pour travailler dans cette démarche sur la base d'une contestation commune et d'un projet de société alternatif commun.

Construire l'émancipation par les politiques publiques locales pourrait reposer sur quelques fondamentaux :

- Centralité des droits et des communs
- Résistance aux multinationale et au modèle qu'elles véhiculent
- Plaidoyer et portage de revendications communes auprès des institutions politiques
- Coopération entre collectivités locales et mouvements sociaux
- Croisement d'échelles entre local, translocal, et global
- Approche holistique de la transition
- Croisement stratégique entre alternative/résistance/réseau
- Solidarité entre territoires et réduction des inégalités (péréquation, coopération décentralisée)

Néanmoins, mettre en place des politiques publiques locales alternatives implique de saisir les enjeux de la libéralisation à l'échelle mondiale, parce qu'ils déterminent la rationalité dominante qui s'impose aux politiques locales. Les enjeux de taxation des transactions financières, de financement de l'adaptation au changement climatique, de mise en place de politiques migratoires alternatives, de commerce mondial solidaire et équitable sont des enjeux qui concernent les collectivités locales et leurs marges de manœuvre, mais ne peuvent s'appréhender au seul prisme de l'échelle locale. Renforcer des positions communes pour une transition fondée sur les droits et les communs universels, contre un localisme exclusif et xénophobe, est tout l'enjeu d'une résistance au libéralisme qui aboutit à un projet politique émancipateur. ■



- *Collectivités locales, reprendre la main, c'est possible!*

AITEC, Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs.

Lire l'étude : http://aitec.reseau-ipam.org/IMG/pdf/reprendre_la_main_c_est_possible_edition_2019.pdf

N'hésitez pas à diffuser et/ou à nous contacter !

<http://aitec.reseau-ipam.org>

contact.aitec@reseau-ipam.org

APPEL

EMPARONS-NOUS DU LOCAL ET REFONDONS LA DÉMOCRATIE

La campagne des élections municipales, loin de relever d'un scrutin secondaire ou intermédiaire, est une formidable occasion de bouleverser notre univers politique. Elle ouvre un temps et un espace que nous devons nous approprier pour construire collectivement des réponses aux urgences qui nous menacent.

Malgré le tapage assourdissant des thuriféraires du «there is no alternative» et du «business as usual», les catastrophes climatiques et écologiques qu'engendre le mode de production dominant sont maintenant largement connues. En dépit d'une féroce répression, le soulèvement des Gilets Jaunes a construit un large front de lutte contre les injustices sociales, géographiques et politiques que le capitalisme néolibéral contemporain aggrave un peu plus chaque jour. Il y a les souffrances et les exploitations d'aujourd'hui, il y a la certitude qu'elles seront redoublées demain si rien ne change. La fin du monde et les fins du mois nous obligent.

Les questions politiques ne peuvent plus se poser de la même manière. Collectivement, nous sommes largement héritier-es d'une culture des lendemains meilleurs. Les pouvoirs développaient la rhétorique du progrès, et lorsque nous les contestions nous pensions que l'histoire jouait pour nous, que le capitalisme s'effondrerait sur ses contradictions internes, que l'imagination et les travailleurs-ses triompheraient et qu'alors un monde meilleur adviendrait. L'exploitation tuait, il fallait la vaincre vite, mais nous pouvions construire patiemment, de mouvement en mouvement.

Notre temps n'est plus le même. Il joue contre nous, c'est désormais certain. Nous ne pouvons attendre de lendemains qui déchantent les remèdes aux maux du présent.

Si nous ne pouvons patienter face à l'urgence écologique, nous ne pouvons pas non plus accepter de répondre à cette urgence seule. Le capitalisme néolibéral est entré dans une triple crise: une crise écologique, une crise sociale et une crise démocratique. Ce système économique n'est pas seulement incapable de les surmonter: il les aggrave.

Impossible donc d'acquiescer à une nouvelle mutation du capitalisme, qui limiterait peut-être les émissions de CO² mais continuerait à nourrir un système fondé sur l'accumulation par la dépossession et l'exploitation des peuples au profit de quelques-une-s; un système qui se nourrit des inégalités et les accroît, durcissant toutes les dominations, notamment celles construites autour de la race et du genre. Le consumérisme atteint au quotidien nos existences, par les frustrations et les inégalités structurelles qu'il produit comme par le désastre écologique qu'il engendre. Nous devons radicalement critiquer la marchandisation du monde qui bouleverse le climat et provoque l'effondrement de la biodiversité. Toute réalité humaine, toute construction sociale devient une marchandise qui cristallise des rapports sociaux d'exploitation et de domination.

Ainsi, nous devons construire une politique écologique, sociale et populaire.

Les principaux médias et partis politiques nous présentent les enjeux des élections municipales comme bien éloignés de ces questions fondamentales et radicales.



Pourtant, les nombreuses expériences concrètes d'émancipation intégrant à la fois les réalités sociales et écologiques sont des expériences locales: de la fraternité et de la sororité des Gilets Jaunes sur les ronds-points à l'unification du mouvement social à Marseille suite à l'effondrement de trois immeubles, de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à l'expérience historique Trémargat dans les Côtes d'Armor, du Chiapas au Rojava.

D'où est venu l'accueil humain des réfugié-es, d'où sont venues les politiques ambitieuses de logement ou de transition agricole? Toujours du niveau et du terreau local, de là où des collectifs se sont formés et organisés pour reprendre en main leur destin commun.

Arracher jusqu'aux racines du système et réorganiser la vie collective dans l'intérêt de tou-tes, c'est permettre à tou-tes de retrouver sens et dignité dans l'action et rompre ainsi avec l'accaparement du pouvoir par quelques-un-es. Les coopératives ou associations ouvrières sont des instruments qui permettent la réappropriation des moyens de production et l'émancipation au sein de l'entreprise, en se libérant du capital et en brisant la dichotomie entre décideur-se et exécutant-e.

Mais comment se réapproprier son lieu de vie, son quartier, sa ville ou son village?

Municipalisme et communalisme peuvent être ces outils qui permettent à tou-tes de se saisir des décisions

politiques. Bien sûr, les généalogies de ces projets d'organisation politique sont complexes et il en existe une multitude de variations. Ce que tous ont en commun, c'est la réappropriation par les habitant-es de leur droit à participer pleinement à la constitution de l'agenda politique et à la prise de décision, le plus souvent dans le cadre délibératif des assemblées. Celles et ceux qui gouvernent sont précisément celles et ceux qui sont affecté-es par les décisions. Les collectifs, associations et mouvements sociaux ont un accès direct aux espaces de la prise de décision.

Cette organisation collective construit donc un pouvoir considérable de transformation de la vie quotidienne, par une rupture avec la routine et l'acquiescement paresseux ou contraint. Un « bon programme » ne suffit pas pour modifier la réalité matérielle des habitant-es : ce sont les modalités mêmes de la prise de décision qui doivent être modifiées, afin que chacun-e puisse s'emparer du politique.

Ainsi, il ne suffit pas, comme le font souvent les listes citoyennes, de professer qu'un changement des visages peut transformer la mécanique politique, ni qu'une fois le pouvoir rendu aux habitant-es les conflits disparaîtront. Il s'agit au contraire de parier sur la productivité politique et sociale de la conflictualité, lorsque l'information et le pouvoir décisionnel sont également partagés, dans un cadre conçu pour limiter le plus possible la reproduction des dominations en son sein. Les intérêts divergent, il faut trancher : le meilleur juge sera toujours l'assemblée des habitant-es, travailleur-ses, usager-es. Nul guide : si des savoirs spécifiques sont nécessaires, celles et ceux qui les détiennent les mettent au service de l'assemblée, sans pour autant s'arroger un pouvoir sur les autres.

Ainsi, au niveau local, il devient possible de repenser radicalement les transports, le logement, la santé, l'éducation, les loisirs, le sport, la culture, l'art, la justice sociale et environnementale ; mais aussi ce que sont les biens communs ou les solidarités intergénérationnelles. Il ne s'agit pas pour autant de perdre de vue les inégalités entre communes et entre régions, les solidarités qui exigent des financements et des droits à des échelles plus larges. Des liens se tissent qui préfigurent ce qui sera possible quand, demain, la fédération des communes ainsi autogérées permettra d'articuler des réseaux d'échanges non-capitalistes et écologiques. En nous appropriant ce sur quoi nous avons immédiatement prise, nous mettons en action le célèbre « penser global, agir local » et nous nous donnons les moyens de produire des transformations radicales.

Évidemment, le municipalisme ne constitue pas une pierre philosophale capable de répondre à tous les maux, notamment au sein des lieux de travail et des structures de production. De plus, il ne se décrète pas, il se pratique, il se construit par la réflexion et l'action collective des habitant-es : l'auto-organisation s'apprend et se travaille collectivement. Cependant, le processus est bien engagé : depuis un an maintenant, le soulèvement des Gilets Jaunes, formidable laboratoire d'innovations sociales et politiques, a montré que le local pouvait et devait se repolitiser.

Nous pouvons et nous devons collectivement nous en saisir pour surmonter le pessimisme et agir, maintenant. Pour les militant-es politiques, cela signifie renoncer aux querelles et aux divisions, faire l'effort de travailler ensemble dans un cadre nouveau, malgré les difficultés et les coûts. C'est accepter, aussi, que l'on donne son temps et son énergie sans espérer le pouvoir et les privilèges institutionnels de l'élu-e. Pour celles et ceux qui militent dans des associations, des collectifs, sur des ronds-points : il s'agit de s'emparer de la décision politique directement, de ne plus se laisser reléguer au second plan et de tourner ainsi le dos aux édiles figés dans une forme de féodalité. Pour les

non-militant-es, c'est prendre le risque de perdre du temps, de se salir les mains. Pour tou-tes, c'est prendre le risque d'agir avec des personnes différentes.

Ces risques, nous devons les prendre ensemble. Établissons partout un rapport de force favorable au municipalisme et à ses principes émancipateurs. Ensuite, dans ces nouvelles assemblées populaires des habitant-es, salarié-es et usager-es qui seront des espaces ouverts de politisation et de délibération, nos débats seront plus fertiles. Ne laissons pas nos désaccords devenir des fractures et, une fois de plus, permettre au capital et à ses partis de nous balayer.

Nous pouvons et nous devons éviter que la campagne des municipales n'aboutisse à un ancrage supplémentaire de la Macronie, au durcissement du néolibéralisme, à la poursuite des projets inutiles et imposés. Le pouvoir vacille, mais ce n'est qu'uni-es dans un front municipaliste écologiste, féministe, antiraciste, populaire et social, que nous pouvons faire de cette campagne un moment de refondation de la démocratie locale, premier pas vers une refondation de notre société.

Cette campagne des municipales est donc la plus importante de toutes, car c'est dans ce cadre que les habitant-es peuvent conquérir un pouvoir effectif, à partir duquel tous les autres deviennent accessibles.

Construisons nos communes, nos communs, notre avenir.

LES SIGNATAIRES Catherine ACHIN (politiste) Bruno ANDREOTTI (physicien) Ludivine BANTIGNY (historienne) Marie-Pascal BEHRA (BIATSS) Malika BENARAB AT-TOU (militante associative) Judith BERNARD (metteure en scène, enseignante) Jauffrey BERTHIER (philosophe) Mourad BESBES (responsable associatif) Rémi BENOS (géographe) Romain BIARD (mathématicien) Jacques BIDEZ (philosophe) Françoise BLOCH (socio-anthropologue) Matteo BONAGLIA (avocat) Clément BONNAT (employé logement social) Véronique BONTEMPS (anthropologue) Valérie BOURNET (comédienne) Laurence BOURNET (chargée de diffusion Théâtre) Driss BOUSSAOUZ (chercheur en neurosciences) Claire-Akiko BRISSET (enseignante-chercheuse) Pascal BURESI (historien) Cécile CANUT (sociolinguiste) Pépita CAR (direction artistique théâtre et art en espace public) Philippe CAR (metteur en scène) Princia CAR (réalisatrice) Marion CARREL (sociologue) Thibaud CAVAILLES (géographe) Arnaud CHABROL (éditeur indépendant) Kinda CHAIB (historienne et anthropologue) Francis CHATEAURAYNAUD (sociologue) Cécile CHATELET (chercheuse en littérature) Mériam CHEIKH (anthropologue) Laurence DE COCK (historienne et enseignante) Pierre CRETOIS (philosophe) Justin DE GONZAGUE (documentariste) Christian DELACROIX (historien) Mathias DELORI (politiste) Sophie DESROSIERS (anthropologue) Amanda DIAS (anthropologue) Leila DORAI (enseignante PLP Lettres-Histoire) Pascale DUBUS (historienne de l'art) Corine EYRAUD (sociologue) Guillaume FABUREL (géographe) Patrick FARBIAZ (militant écologiste) Tatiana FAUCONNET (politiste) Loriane FERREIRA (chercheuse en études urbaines) Bernard FISCHER (employé de sécurité sociale) Marianne FISCHMAN (économiste, enseignante du secondaire) Jacques FORTIN (militant LGBT retraité) Aude FRANKLIN (anthropologue) Bernard FRIOT (sociologue du travail) Claire GALLIEN (enseignante-chercheuse en littératures) Fanny GALLOT (historienne) Edith GALLY (enseignante-chercheuse en Ergonomie) Isabelle GARO (enseignante) Florent GAUDEZ (socio-anthropologue) Franck GAUDICHAUD (politiste) Maëlle GIARD (géographe) Cécile GINTRAC (géographe) Mathilde GIRAULT (chercheuse en études urbaines) Lena GRIGORIADOU (enseignante) Léon GUILLOT (économiste) Ozgur GUN (économiste) Hugo HARARI-KERMADEC (économiste) Samuel HAYAT (politiste) Benoît HAZARD (anthropologue) Edouard GOURDIN (politiste) Aurélie JOUVENEL (archéologue) Nicolas JOUVIN (mathématicien) Pierre-André JUVEN (sociologue) Lama KABBANJI (démographe) Jérôme LAMY (sociologue et historien) Mathilde LARRERE (historienne) Stéphanie LATTE ABDALLAH (historienne et politiste) Christophe LAURENS (architecte) Brice LE GALL (sociologue/photographe) Stéphane LE LAY, sociologue du travail Lucie LERBET (politiste) Benoît LEROUX (sociologue) François LONGERINAS (journaliste, militant écologiste et autogestionnaire) Camille LOUIS (philosophe, dramaturge) Liém-Khè LUGUERN (historienne et enseignante) Fanny MADELINE (historienne) Pascal MAILLARD (enseignant en littérature) Léopoldine MANACH (anthropologue) Camille MARCHET (bioinformaticienne) Gilles MARTINET (géographe) Gustave MASSIAH (économiste altermondialiste) Alexis MEDINA (historien) Briec MEVEL (programmeur culturel) Martine MICHAUDET (retraitee du travail social) Marc MOREIGNE (écrivain) Guillaume NOBLET (économiste) Julien O'MIEL (politiste) Ugo PALHETA (sociologue) Cyril PEDROSA (auteur de bande dessinée) Antoine PELLON (journaliste) Clément PETITJEAN (sociologue) Olivier PIAZZA (coopérateur & enseignant en intelligence collective) Aurélie PIERRE-MERIAUX (ex-professeur de philosophie) Pablo PILLAUD-VIVIEN (journaliste et éditeur) Clyde PLUMAUZILLE (historienne) Claire POILROUX (libraire) Raphaël PORCHEROT (économiste) Claude POURCHER (professeur d'allemand retraitée et guide conférencière) André PRONE (environnementaliste, poète et essayiste) Claudio PULGAR-PINAUD (militant des quartiers à Paris, géographe) Lissell QUIROZ (historienne) Gianfranco REBUCINI (anthropologue) Sylvain Pablo ROTTELLI (sociologue) Sébastien ROUX (sociologue) Laurent SAINT-ANDRE (militant écologiste de la décroissance) Arnaud SAINT-MARTIN (sociologue, engagé dans le collectif Bien Vivre à Melun) Grégory SALLE (sociologue) Catherine SAMARY (économiste) Julia SANCHEZ (responsable association ESS) Michel SEIGNEURET (biophysicien) Loïc SÉCHERESSE (illustrateur, auteur de bande dessinée) Nicolas SEMBEL (sociologue) Nikos SMYRNAIOS (enseignant-chercheur) Fred SOCHARD (dessinateur, illustrateur) Julien TALPIN (politiste) Jacques TESTART (biologiste et essayiste) Antoine THIOILLIER (metteur en scène, directeur artistique) François TRONCHE (biologiste) Kevin VACHER (sociologue) Delphine VALLADE (économiste) Céline VAILLANT (architecte, ingénieure) Sixtine VAN OUTRYVE (chercheuse en théorie politique) Elise VOGUET (historienne) Nicolas VOISIN (coopérateur et militant) Nicolas VRIGNAUD (politiste) Louis WEBER (éditeur) Elisabeth ZUCKER (démographe)

GILETS JAUNES

ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES, MONTPELLIER NOVEMBRE 2019



NOUS REPRENONS ICI LE REPORTAGE DE NOS AMIS DE RADIO PARLEUR, RÉALISÉ À L'OCCASION DE LA DERNIÈRE ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES QUI S'EST DÉROULÉE DANS LES PREMIERS JOURS DE NOVEMBRE 2019.

Pendant trois jours, environ 500 Gilets jaunes se sont réunis à Montpellier pour la IV^e Assemblée des assemblées. Ensemble, ils et elles ont travaillé aux suites à donner à un mouvement historique qui soufflera sa première bougie le 17 novembre. « Ici c'est la véritable Assemblée nationale ! » Dans un sourire, Jeanne réajuste son gilet. La plénière d'ouverture de l'assemblée des assemblées vient de se terminer. Pendant plus d'une heure l'équipe des Gilets jaunes de Montpellier, qui organisent l'événement, a détaillé le programme. Trois jours de travail attendent les délégué.e-s arrivé.e-s vendredi matin dans l'Hérault. « Tout le monde va donner son avis, échanger, s'engueuler aussi parfois, on se dit les choses, c'est vivant et ça nous fait grandir », lance Jeanne. Habitante du Finistère, elle a fait plus de neuf heures de route pour venir. « Je ne pouvais pas rater ça, le mouvement Gilets jaunes m'a redonné espoir dans

l'avenir, je veux participer à son évolution. »

Cette assemblée des assemblées prend place dans un lieu occupé illégalement. Un ancien musée agricole vide depuis dix ans. L'équipe organisatrice a travaillé toute la semaine pour rendre l'endroit praticable. L'événement est organisé autour d'une zone centrale circulaire surmontée d'une maquette géante de la planète Terre. Les groupes de discussions occupent les espaces alentour. Aux murs s'étalent un étrange mélange d'affiches du mouvement Gilets jaunes et de vieux panneaux pédagogique sur l'alimentation. Franck, membre de l'équipe d'organisation, s'exprime à la tribune de l'assemblée. « On aurait aimé faire les choses légalement mais on a eu aucune réponse à nos demandes de la part des pouvoirs publics, ils nous méprisent mais ça ne nous empêche pas d'être là. »

FORGER DES OUTILS POUR AGIR ENSEMBLE

« Marguerite ! Qui ne trouve pas sa marguerite ! » L'appel résonne régulièrement dans les allées de l'assemblée. Les Marguerites, c'est le petit nom du système de travail mis en place par l'organisation. « Dans les précédentes assemblées, il y avait de la frustration car certains venaient de loin pour finalement ne pas pouvoir suffisamment

prendre la parole», explique Christophe, membre des Gilets jaunes de Montpellier. «Là, on essaye de démultiplier les occasions de parler. Les participant·e·s vont se réunir en petits groupes de 10 personnes sur les thématiques qui les intéressent, c'est ce qu'on appelle des pétales. Ensuite, ils et elles formeront des marguerites pour chaque thème et finalement viendront présenter une synthèse, dimanche, à la plénière finale de restitution.»

Ambitieux, le système n'est pas toujours bien compris par les délégué·e·s Gilets jaunes. Pourtant, peu à peu les groupes se forment et les échanges démarrent. Les thématiques sont multiples. Parmi elles, on retient l'axe «Renouer avec la population», ou un autre «Qui sont nos alliés et nos adversaires?». À l'extérieur du bâtiment, Camille fume une cigarette. Elle vient de Grenoble, en Isère, et sort à l'instant d'un des groupes de travail.

«La démocratie, c'est compliqué, il y a des points de vue difficiles à entendre et à supporter, mais on arrive à se parler, on veut construire ensemble et c'est formidable.»

Contrairement aux précédentes assemblées qui avaient passé beaucoup de temps sur les valeurs politiques du mouvement, à Montpellier ce sont surtout des questions concrètes qui sont débattues. Objectif: aboutir à des propositions précises, applicables immédiatement par les collectifs locaux. «On a énormément de respect pour les trois premières assemblées, mais on voulait sortir de l'impératif de l'appel politique, détaille Franck. Là, on cherche plutôt à forger des outils pour la suite du mouvement. On va évoluer, peut-être même qu'à terme on ne va plus s'appeler Gilets jaunes ou autre, mais on doit inscrire dans la durée l'énergie qui nous anime.»

L'ANNIVERSAIRE DU 17 NOVEMBRE, LA GRÈVE GÉNÉRALE DU 5 DÉCEMBRE

Cette IV^e Assemblée s'inscrit dans un calendrier particulier. «On sent que les débats sont très influencés par la proximité du 17 novembre», analyse Dimitri, Gilet jaune venu de Lyon. La date marque le premier anniversaire du mouvement et les Gilets jaunes veulent marquer le coup. «Plus qu'un ordre précis d'actions, on va proposer plein d'idées applicables par les groupes locaux», détaille au micro l'un des rapporteurs des ateliers de travail.

Manifestation, occupation, festival culturel, rapprochement avec les quartiers populaires. Les idées pour la suite du mouvement sont nombreuses mais ne suffisent pas à satisfaire

MONTPELLIER, LES GILETS JAUNES RÉUNIS EN ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES POURSUIVENT LA STRUCTURATION DU MOUVEMENT.



les délégués. «On veut voter un appel», lance une voix dans la salle. «On vote ! On vote !» reprennent en chœur d'autres délégué·e·s. Au final l'idée d'un appel politique pour le 17 novembre et pour la grève générale prévue le 5 décembre par plusieurs syndicats est votée à main levée et l'appel sera rédigé après un échange de mails entre les groupes locaux.

La prochaine assemblée se déroulera à Toulouse, à une date encore indéterminée. Dans l'un des derniers ateliers du week-end, un homme se lève et prend la parole: «On doit le dire et le faire savoir. On a une bataille à mener et on doit continuer à le faire ces prochains mois en utilisant nos armes. Sinon on va se perdre et le système va continuer comme avant.» Le silence s'installe. Dans le groupe, personne ne répond. L'homme conclut: «C'est même peut-être ce qui est déjà en train de se passer...» ■

UN REPORTAGE RÉALISÉ PAR MARTIN BODRERO

Vous pouvez retrouver cet article avec des interview sonores, ici: <https://radioparleur.net/2019/11/03/assemblee-gilets-jaunes-montpellier/>

Prochaine Assemblée des assemblées du 6 au 8 mars à Toulouse.

COMPAGNIE DIES IRAE

LE SANG DES VIVANTS VARIATIONS COMMUNES!

POURQUOI UN SPECTACLE
SUR LA COMMUNE, À PARTIR
DE LA COMMUNE ?
PARCE QUE LA COMMUNE
A TRAVERSÉ LE TEMPS ET EST
ARRIVÉE JUSQU'À NOUS.
BIEN VIVANTE. ELLE EST DEVENUE
LE SYMBOLE DES LUTTES ET
DES ÉVOLUTIONS SOCIALES QUI
VONT PARCOURIR LE TEMPS.



FAISONS VIVRE LA COMMUNE (FVLC) : Comment avez-vous travaillé – d'un point de vue artistique – ces allers-retours entre l'événement Commune et le présent ?

MATHIEU BOISSET (M.B.) : Le choix a été fait de mélanger les procès-verbaux des réunions de la Commune avec des textes d'hier et d'aujourd'hui sur la question du commun et du fameux « vivre ensemble ».

FVLC : Et le « commun » et le public ?

M.B. : Au départ, je souhaitais donner au public la possibilité d'intervenir autant que nous le faisons nous-mêmes sur la scène. Mais il s'est avéré qu'il fallait d'abord être force de proposition face au public. L'idée n'a pas été gardée pour le moment. Par contre, des spectateurs se sont sentis l'envie d'interventions ; ce qui c'est quelquefois passé par des beaux cris de « Vive la Commune ! Vive la république sociale ! ».

Nous avons, je crois, brisé l'écran qui sépare la scène de la salle, faisant de tout l'espace comme une grande assemblée. Certains acteurs démarrent d'ailleurs de la salle et même une voix reste en salle pendant presque tout le spectacle.

Et la notion de commun « irrigue » aussi le spectacle du fait que les participants (pour le plus grand nombre, ils sont issus du monde de la scène, certes) viennent de mondes très divers : acteurs, musiciens, chanteurs, auteurs, danseurs, performeurs, enseignants, militants ou simplement passionnés par le sujet de la Commune et de son héritage politique, social, poétique, littéraire et artistique.

Par contre, pour ce qui est de faire commun, au fil du temps nous ne nous interdisions pas (bien au contraire) de choisir d'autres textes, d'autres intervenants pour ouvrir le champ des possibles sur ce que doit être le commun aujourd'hui et le questionnement de l'intervention directe. Ce qui interroge la question de la démocratie directe et de l'autre, la démocratie « représentative » qui va bien mal en ces temps très troublés. ■

Prochaine représentation

Langoiran, petite ville près de Bordeaux dans un lieu – Le Splendid – dédié aux arts quels qu'ils soient, le 13 mars prochain.

D'autres dates sont en préparation.



Pas un spectacle historique, ni une conférence, mais des prises de parole mêlées : comptes rendus (procès-verbaux) des réunions de la Commune de 1871, poésies et chants d'hier et d'aujourd'hui. Parce que nous avons choisi de confronter la poésie et le politique en utilisant les armes des arts scéniques : pour reprendre la parole citoyenne ailleurs que dans les assemblées déclarées. Défendre le bien commun, l'intérêt général.

C'est une tentative qui fait que, d'une présentation à une autre, nous jouons le jeu d'une possible transformation permanente : chaque fois que nous jouons et rejouons, nous pouvons changer de textes, les équipes selon les désirs et les rencontres de chacune et chacun. C'est au théâtre Le Levain à Bègles (33) que nous avons réalisé notre première expérimentation qui se veut une aventure évolutive dans les temps à venir.

Il n'y a pas de « mise en scène » à proprement parler : un capharnaüm certes, mais audible, pour fabriquer un acte de rencontre réel ; tout ce qui est commun peut être mis en voix. Nous parlons dans un espace commun où les protagonistes (artistes et publics) se mélangent : abolir la séparation de l'espace de la scène et de la salle. Les lieux où nous parlons sont les nôtres : associations, théâtres, lieux publics, médiathèques, mairies...

C'est donc bien un « spectacle » qui se veut mouvant, les protagonistes et les textes peuvent changer d'une représentation à une autre, d'un lieu à un autre : nous jouerons tous les mois et partout où nous serons accueillis. ■

L'ÉQUIPE

Matthieu Boisset, Valentin Calonne, Éric Chevance, Léa Cornetti, Benjamin Ducroq, Frédéric Guerbert, Mélanie Henel, Dany Hubert, Isabelle Jelen, Marianne Perdu, Michel Richard, Hervé Rigaud, Daniel Strugeon et Matthieu Chevet à la technique.

CONTACT

Compagnie DIES IRAE
27, rue Saint-François, 33000 Bordeaux
Matthieu Boisset, ciediesirae@free.fr
06 62 29 92 95

Retrouvez d'autres infos sur :

<http://ciediesirae.fr/>

Crédit photographique : Jean-Baptiste Bucau.

Avec le soutien du Conseil départemental de la Gironde.

Remerciements :

Théâtre en Miettes
pour le temps et l'espace de nos répétitions dans leurs locaux.
Théâtre Le Levain pour leur accueil et leur confiance.

ALLONS ENFANTS DE LA COMMUNE...

Is sont poète, sculpteur, acteur, metteur en scène, musicien, chanteur, peintre... mais avant tout citoyens du même pays que celui qui vit naguère fleurir l'espoir d'un monde gouverné «justement» par celles et ceux qui en constituent le socle. Sous l'impulsion de Matthieu Boisset, ces héritiers – au sens de Pierre Bourdieu – se sont réunis pour «faire Commune» et clamer avec leur arme à eux, l'art, ce que vivre veut dire. S'il est aventure humaine et citoyenne ayant fait souffler un vent régénérant de démocratie (directe), c'est bien celle de la Commune de Paris. Soixante-douze jours qui ont marqué à jamais l'Histoire en inscrivant en lettres de feu et de sang les aspirations d'un peuple prenant sa destinée en main. Certes la République du Versaillais M. Thiers y mit fin en mai 1871 dans une répression sanglante proportionnelle au danger représenté par un peuple debout...

... mais la Commune n'est pas morte pour autant. Cent cinquante ans après, une troupe d'artistes bordelais «azimutés» la font revivre, animés chacun par l'esprit communard chevillé au corps. Habités par les idéaux qui constituent leur moi-peau, faisant corps avec leurs propos, ils se lancent dans de vifs débats où le respect de la parole de l'autre ne va pas sans l'affirmation effrénée de convictions fortes. On se croirait propulsés dans une séance de la Commune de Paris ou du Club des Femmes débattant en 1871 de sujets brûlants, au premier rang desquels l'abolition de la peine de mort, votée à l'unanimité dans l'enthousiasme général.

Cette énergie collective traverse non seulement l'ensemble des tableaux, redonnant vie aux idées humanistes, mais propose grandeur nature un modèle de démocratie directe à jamais exemplaire. S'empoignant sans concession, l'enjeu est d'aboutir à des décisions en accord avec les idées généreuses qui les fondent. L'effervescence parfois foutraque qui règne sur la scène est «à la hauteur» de l'insurrection ambiante, les paroles sont articulées à de réelles convictions aux antipodes des discours policés des politiciens rompus à la rhétorique.

Ces tableaux vivants – on pense à celui de Delacroix, *La Liberté guidant le peuple*, 1830, autre révolte émancipatrice – à haute densité dramatique sont entrecoupés de pauses non moins percutantes, où, chacun à son tour, seul ou en duo, va faire entendre sa voix singulière.

Morceaux de bravoure révolutionnaire comme le discours fougueux du citoyen Beslay – alias Michel Richard, habité par le rôle – prononcé à la tribune le 29 mars 1871, l'intervention radicale de la figure de proue de la Commune, Louise Michel – alias Dany Hubert –, ou encore le très bel échange joué par Benjamin Ducroq et Daniel Strugeon à partir d'un extrait de *Dans l'ombre du brasier* du romancier contemporain Hervé Le Corre prenant comme fond historique la semaine sanglante.

Poésies inspirées directement par la Commune, comme le puissant et limpide «Aux rêveurs de monarchie» extrait de *L'Année terrible* de Victor Hugo – distillé magnifiquement



par Mélanie Henel –, ou encore le plus hermétique *L'Orgie parisienne* ou *Paris se repeuple* de Rimbaud, dit par Valentin Calonne de dos (choix métaphorique mais trop peu «éclairant»). Poésie contemporaine des extraits de *Là-Bas* de la Libanaise Etel Adnan contant le cercle de mort du Moyen-Orient – interprété tout en délicatesse par Isabelle Jelen –, ou encore du poignant *Aller simple* du Napolitain Erri de Luca contant l'épopée tragique d'émigrés partis d'Afrique pour tenter de rejoindre l'Italie – égrené avec émotion palpable par Éric Chevance faisant corps avec les murmures de sa contrebasse.

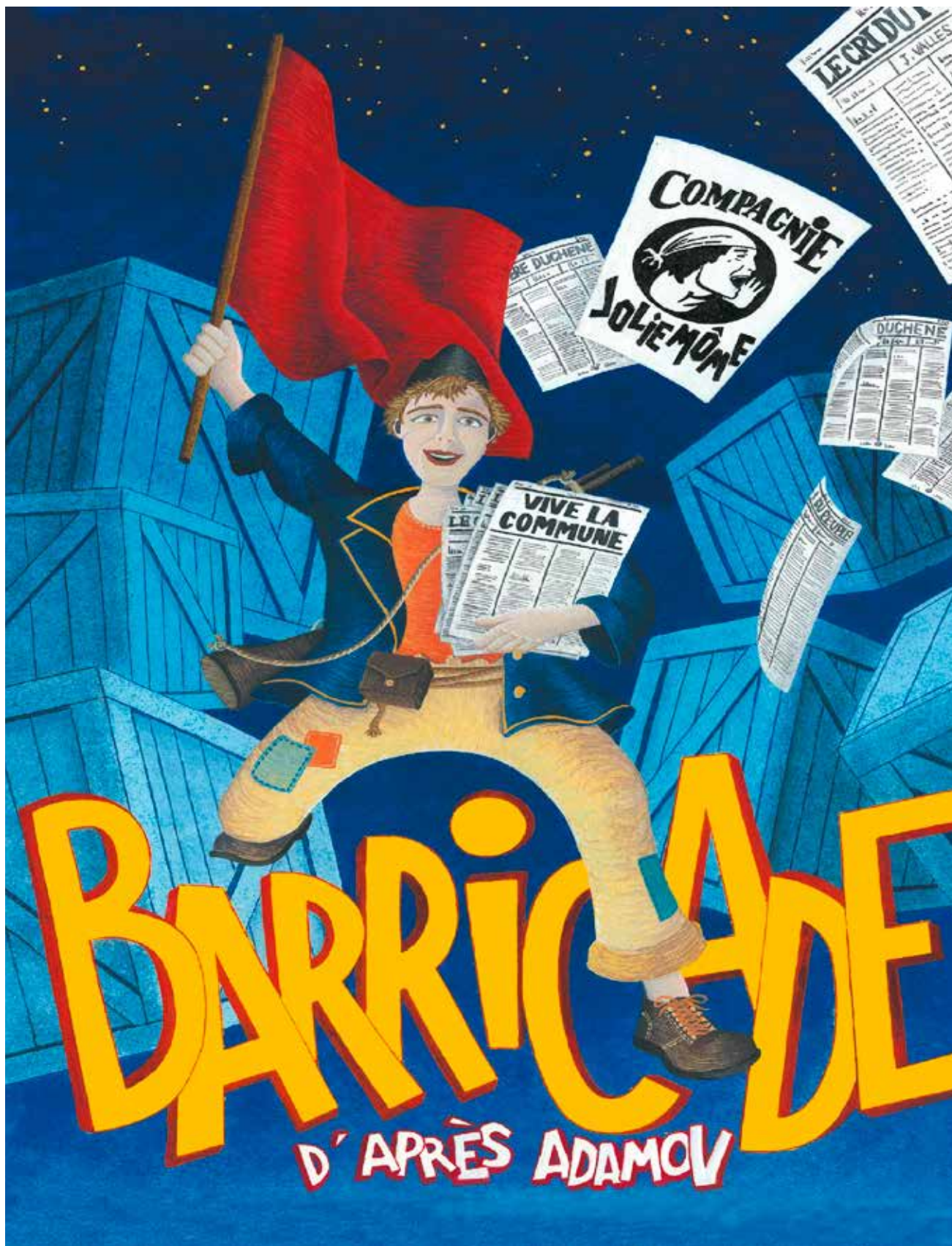
Chansons au goût rock ou mélancolique, composées récemment ou à l'époque, toutes disant la révolte à fleur de peau et l'impérieux désir d'exister. Ainsi, aux accents syncopés de *Mai 2018* s'échappant de la guitare furieuse d'Hervé Rigaud succèdent ceux empreints d'une mélancolie enivrante de *Jean Misère*, texte écrit par Eugène Pottier en 1880, interprété à fleur de sensibilité par Marianne Perdu et Frédéric Guerbert au top de leur art vocal. De même Léa Cornetti, en transe face à l'horreur, délivre une version saisissante de *La Semaine sanglante*, chanson écrite en pleine période de répression par Jean-Baptiste Clément. Quant à la chanson finale, que l'on doit à Matthieu Boisset pour le texte et à Benjamin Ducroq pour la musique, elle clôt à l'unisson ce florilège de poésie révolutionnaire.

Immersion de plain-pied dans le passé de jours historiques hors du commun, *Le Sang des vivants* libère par capillarité l'énergie de croire en l'avenir du genre humain. Ainsi, en se faisant l'écho présent du quotidien de la Commune de Paris édité par Jules Vallès en 1871 – *Le Cri du peuple* – cette expérience performative et collective est de nature à s'emparer résolument des lieux communaux pour y disséminer l'esprit vivifiant de la Commune (poing). ■

YVES KAFKA

Critique parue dans la *Revue du spectacle* et publiée ici avec l'aimable autorisation de son auteur

https://www.larevueduspectacle.fr/Le-Sang-des-vivants-Variations-communes--Allons-enfants-de-la-Commune_a2622.html



18 - 29 MARS 2020 à LA BELLE ÉTOILE

MERCREDI 18 MARS À 20H30. LES VENDREDIS ET SAMEDIS À 20H30 ET LES DIMANCHES À 16H.

RÉSERVATIONS AU 01 49 98 39 20 - TARIF 20 € ET 13 €.

LA BELLE ÉTOILE, 14 RUE SAINT-JUST, LA PLAINE - SAINT-DENIS - M° FRONT POPULAIRE - LIGNE 12 .

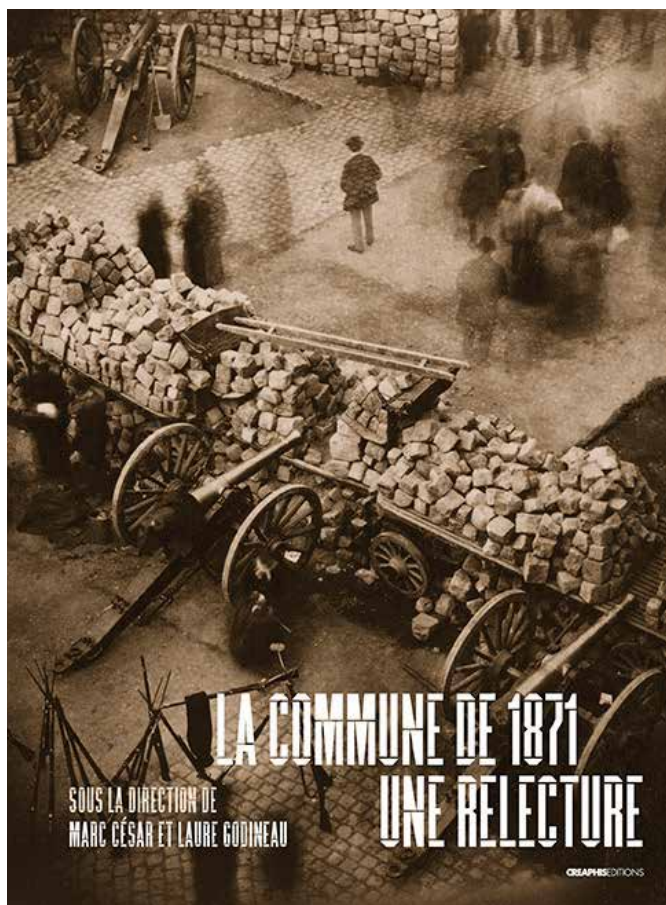
www.cie-joliemome.org

LA COMMUNE DE 1871

UNE RELECTURE

C'est à une relecture collective qu'invitent ici les plus grands spécialistes et de jeunes chercheurs. Quel fut le quotidien de 1871, localement? Que se joua-t-il sur l'ensemble du territoire, marqué par une grande diversité des espaces et des lieux? Quelles furent les réceptions à l'échelle internationale? Les trente-cinq textes de cet ouvrage accordent aussi une large place à l'après-Commune, à l'exil et à la déportation, aux influences et aux commémorations, ainsi qu'aux aspirations du premier XIX^e siècle. Enfin, au plus près des individus, des auteurs retracent des parcours de vie de contemporains connus ou anonymes, acteurs ou non du mouvement.

Qu'est-ce que la Commune? Ce livre, riche en images et documents, propose des pistes novatrices et rouvre le débat. Il montre la dimension capitale de l'expérience communaliste pour décrypter le XIX^e siècle et pour nourrir nos questionnements les plus contemporains.



• Marc César et Laure Godineau (dir.),
La Commune de 1871. Une relecture.
Éditions Créaphis, Paris 2019, 592 pages, 27 €.

ENTRETIEN AVEC LAURE GODINEAU ET MARC CÉSAR AUTOUR DE L'OUVRAGE COLLECTIF **LA COMMUNE DE 1871. UNE RELECTURE.**

FAISONS VIVRE LA COMMUNE (FVLC): Pouvez-vous, pour commencer, nous parler de la genèse de cet ouvrage?

MARC CÉSAR (M.C.): Il faut tout de suite préciser qu'il s'agit d'un ouvrage collectif. Nous en avons été, Laure Godineau et moi-même, les deux codirecteurs, mais l'équipe était importante tant en volume (de contributeur-trice-s¹) qu'en qualité, avec des auteurs qui travaillent depuis longtemps sur le sujet et d'autres qui y sont venus plus récemment ou qui nous ont accompagnés sur ce volume sans être des spécialistes de la question. Comme Danièle Voldman qui a rédigé un excellent article sur la question des loyers, mais qui ne vient pas du tout du champ de recherche de la Commune.

Il convient également de préciser qu'il s'agit d'une équipe internationale. Des chercheurs français, bien évidemment, mais aussi trois américains, deux canadiens, deux britanniques, un allemand, un italien, un turc... On a voulu réaliser un ouvrage collectif détaillé, avec une introduction importante et une iconographie qui visent à éclairer les textes. L'ouvrage est également structuré avec des chapeaux, ce qui permet aux lecteurs de rentrer dans l'ouvrage mais aussi de pouvoir le parcourir.

Au départ de ce projet, il y a eu le colloque international de Narbonne en 2011 qui s'intitulait Regards sur la Commune

de 1871 en France. Nouvelles approches et perspectives. L'idée était de rassembler les chercheurs, pour parler de la Commune, autour d'un appel à communications qui avait comme objectif d'ouvrir le sujet à la fois dans le temps et dans l'espace. C'est ce que nous avons poursuivi sous une forme éditoriale, avec un livre qui rassemble les contributions de l'essentiel des participant-e-s au colloque de 2011, mais avec un ordonnancement différent de celui du colloque. Un rythme adapté à la lecture et un important travail d'actualisation nous ont permis de concrétiser ce volume. On ne publie pas les actes du colloque de Narbonne, mais un livre qui vient après, repensé, refait mais qui en est bien entendu issu. Voilà pour la genèse du projet et la raison pour laquelle le résultat est assez volumineux. Près de 600 pages, avec des contraintes données aux auteur-e-s pour essayer de ne pas dépasser un certain volume.

Pour revenir à la démarche scientifique, le point de départ consistait à délimiter les notions de temps et d'espace. Pour la temporalité, et la genèse du mot Commune, dans son sens XIX^e, Michèle Riot-Sarcey et Jacques Rougerie nous proposent un article qui avance des pistes de 1848 à 1871. C'est le point de départ, « l'avant », avec une réflexion intellectuelle, mais aussi un contexte avec un article sur le journal La Marseillaise qui nous ramène au second Empire. Antoine Schwartz, qui en est l'auteur, revient sur la réaction au centralisme et à l'autoritarisme de l'Empire, comme catalyseurs de l'insurrection.

LAURE GODINEAU (L.G.): Et j'ajouterai toutes les questions autour de la démocratie et de la République démocratique et sociale, très présentes en 1848 et dans le journal La Marseillaise. Toutes les aspirations pas seulement politiques mais aussi sociales qui existent avant 1871. Elles sont présentes en 1871 et il convient d'en rechercher l'origine bien avant. Comme une sorte d'héritage.

FVLC: Le décalage important entre la tenue du colloque et la présente parution a-t-il permis une sorte de maturation ? Les auteur-e-s ont-ils/elles mis à jour leurs contributions ?

M.C.: Oui, c'est vrai qu'il y a eu un important décalage, mais le résultat, à l'arrivée, est bien meilleur. Si on avait rendu des actes édités par des presses universitaires quelques mois après le déroulement du colloque, on n'aurait eu qu'une reprise pure et simple des interventions. Dans ce volume, il y a un véritable travail de réécriture, de mise en commun. C'est autre chose, y compris dans le travail sur les notes et la mise à jour des références. Évidemment, cela a pris plus de temps...

L.G.: Il faut également tenir compte du fait que la temporalité n'était pas la même. En 2011, lors du colloque, il y avait déjà une réflexion sur la Commune et un renouvellement historiographique (et aussi un retour mémoriel), mais, en l'espace de quelques années, ces phénomènes se sont amplifiés. D'où ces actualisations très importantes, tant dans les notes que les références. Ce renouveau a été assez rapide, par toutes les publications qui se sont multipliées et qui n'existaient pas en 2011,

par l'avancée des réflexions des différents contributeurs. Il nous a donc fallu à la fois prendre en compte ce qui avait été dit en 2011 et ce qu'on envisageait alors en matière de recherche à lancer ou à approfondir et puis ce qui s'est passé jusqu' à la publication du livre.

FVLC: Du coup, le sous-titre du livre – Relecture – peut-il avoir une double acception ?

L.G.: C'était plutôt l'idée d'une relecture collective. Une relecture au sens de la confrontation de différents regards et de ce qu'il en ressort.

M.C.: Ce titre, nous ne l'avons pas eu au début. Nous étions partis avec celui du colloque qui était bien différent. C'est dans la genèse de l'ouvrage que nous nous sommes interrogés sur la finalité. Et nous en sommes venus au constat que nous proposons une relecture. Nous n'étions pas dans une synthèse. Il s'agissait d'une démarche collective comme Laure vient de le rappeler et une façon de parcourir la Commune autrement, de pouvoir y cheminer à travers différentes contributions, sur des points soit méconnus, soit permettant de renouveler le regard. Un autre point décisif, c'est la rencontre avec l'éditeur, Créaphis, qui a accueilli le projet avec enthousiasme, et a permis de parvenir à la qualité de réalisation matérielle de cet ouvrage. L'éditeur a fait un très beau travail et cela a correspondu à notre projet de départ de faire un véritable ouvrage, plutôt que des actes de colloque qui peuvent parfois être un peu rugueux.

Sur les appropriations de l'événement dans le temps, on a un témoignage inédit, très intéressant, sur le centenaire de la Commune à Narbonne, en 1971, avec un acteur (il s'agit de Gilbert Gaudin, géographe) qui nous raconte sa commémoration en tant qu'organisateur.

Et puis on a aussi essayé d'ouvrir les réflexions dans l'espace, d'une part, en allant sur l'ultralocal (à l'échelle de la rue ou du quartier) et, d'autre part, en donnant la parole à des auteur-e-s qui ne sont pas directement sur le sujet, comme Jean-Numa Ducange qui aborde la Commune vue par les sociaux-démocrates autrichiens de Vienne la rouge, dans l'entre-deux-guerres.

L'ouverture géographique permet aussi le croisement des regards et la confrontation des approches.

On avait également proposé une piste qui dépasse ce cadre qui était la question des parcours biographiques, avec l'idée qu'on n'allait pas forcément se focaliser sur les personnalités les plus connues, même s'il y a un article sur Louise Michel dans le livre. Cette piste a donné lieu à pas mal de réponses, avec des personnages qui permettent de parler d'autre chose, ce qui est le cas de l'article de Laure et du mien.

FVLC: Précisément, avec cette contribution (de Laure Godineau), on focalise sur une famille dans un quartier communal de Paris, la famille Accard. C'est une découverte et cela montre que la recherche peut encore nous livrer de véritables petites pépites.

L.G.: Oui, il s'agit d'un manuscrit d'origine familiale. À l'occasion d'une rencontre, on m'a signalé ce document

22 - ENTETIEN AVEC LAURE GODINEAU ET MARC CÉSAR

et on me l'a fait lire en me disant : « Cela peut intéresser, car il s'agit de la Commune. C'est un journal qui date de 1871. Qu'en penses-tu ? » À la première lecture, j'étais assez surprise, car il s'agit d'artisans installés dans le XI^e arrondissement près de la rue du Faubourg-Saint-Antoine. Et bien évidemment, la première idée que j'avais, c'est qu'ils étaient très impliqués dans la Commune, du fait du quartier, de la tradition du métier et pour plein d'autres raisons. Je m'aperçois alors, dans ce journal, qu'ils ne s'intéressent pas vraiment à la Commune, puis ils y sont de plus en plus hostiles. C'est intéressant de voir que, pendant la Commune, il y avait aussi des gens contre qui sont restés à Paris.

FVLC : On le devine assez bien quand, pendant la Semaine sanglante, la Commune a perdu ses soutiens au sein de la population. Mais là, cette famille le rend très bien.

L.G. : Cette famille vit au cœur du XI^e. Et quand ils reviennent, parce qu'ils ont fui en avril, ils ne voient pas la répression, travail et « vie normale » doivent reprendre. Cet aveuglement est d'évidence lié à leur hostilité à la Commune. Mais j'appelle cela la soif de l'ordinaire, c'est-à-dire comment, quand on est tellement obsédé par son quotidien ou son ordinaire, on peut passer à côté des événements et surtout être hostile aux luttes politiques ou sociales.

Pour revenir à cette famille, il s'agit de gens qui sont intégrés à leur quartier. Maxime Jourdan, qui a lu l'article, a fait des recherches complémentaires et a confirmé qu'ils y étaient présents au moins depuis les années 1840. Ils devraient normalement connaître des gens qui ont participé à la Commune, qui s'y sont engagés. Mais il n'y a rien de particulier à ce sujet dans leur journal. Ils sont globalement centrés sur leur cercle familial et leur approche a trait à leur quotidien, à leur activité de travail. Ce sont des artisans, ils sont spécialisés (ils fabriquent des roulettes pour meubles) et à leur compte. La mère est petite boutiquière, leur milieu est aussi celui de la toute petite bourgeoisie. Pendant le siège, ils vivent sur leurs économies et ne se retrouvent pas dans l'extrême pauvreté.

M.C. : Ce qui est intéressant, c'est qu'avec le même profil sociologique on pourrait tout à fait avoir des gens engagés dans la Commune.

FVLC : Une espérance d'ascension sociale pourrait-elle expliquer, à elle seule, cette attitude ?

L.G. : Je n'en suis pas sûre. Ce pourrait être une probabilité, mais ils ne l'expriment pas de cette manière. C'est surtout qu'il faut que l'activité reprenne.

FVLC : Le mari est garde national pendant le siège, mais il part au moment de la Commune. Il va quitter Paris, comme une sorte de fuite.

L.G. : Le mari quitte Paris en avril 1871 et – j'avais déjà vu cela dans d'autres types d'archives – la femme reste, parce qu'il faut tenir l'atelier. Vers la fin de la Commune, elle part également. Cela montre bien les liens avec l'extérieur car

elle se déplace entre Paris et la banlieue (l'extérieur) où se trouve son mari. Souvent on voit, dans ce contexte, que les hommes partent parce qu'ils craignent d'être enrôlés dans la Garde nationale au service de la Commune (c'est le cas ici), et qui reste pour tenir la boutique, maintenir les affaires, l'activité économique ? Ce sont les femmes...

M.C. : On peut noter qu'il s'agit d'un journal écrit à deux mains. C'est un journal de couple. Et puis, ce qui m'a également frappé, c'est que la prise de position hostile à la Commune ne vient que progressivement. Au début, ils sont en observation. Ce ne sont pas des gens qui vont s'affirmer contre. En fait, ils se situent à côté de l'événement. Ils rajoutent tout de même qu'ils y voient des têtes qu'on « n'aimerait pas rencontrer dans un bois... »

L.G. : Au début, il s'agit plutôt d'une neutralité hostile. Et effectivement on voit bien que, de plus en plus, cela leur devient insupportable, parce qu'ils aspirent à revenir à leur normalité.

FVLC : Puisque nous évoquons la désertion, pouvez-vous nous parler du Montpelliérain Montels ? La Commune va le déléguer à Béziers pour soulever la ville. Il a une histoire assez étonnante, car il fait partie des communards qui ont beaucoup voyagé.

M.C. : Nous travaillons sur des sources et, dans ce cas précis, j'ai trouvé un manuscrit qui, lui, était disponible, mais sur lequel aucun historien ne s'était jamais vraiment penché.

J'ouvre une parenthèse avant de parler de mon article. Il y a, dans le volume, plusieurs contributions qui montrent, soit par les archives des bagnes, soit par les archives des juges de paix, ou encore par le biais de sources peu connues ou pas utilisées, qu'on arrive encore à trouver des éléments nouveaux et à renouveler par les sources. D'où ce terme de « relecture » qui implique de nouvelles sources, mais aussi une relecture des interprétations précédentes. Pour revenir à Jules Montels, je me suis intéressé à lui d'abord, car c'est le seul communard qui a participé à la fois à la Commune de Narbonne et à celle de Paris. C'est étonnant parce qu'elles se déroulent simultanément. Cet homme-là était le 18 mars à Belleville et le 26 à Narbonne et il revient ensuite à Paris, où il est actif dans le XII^e arrondissement. C'est quelqu'un qui se caractérise au départ par sa forte mobilité. Il est jeune, il a 27-28 ans et il s'était auparavant engagé dans l'armée de l'Empire. À ce titre, il avait fait la campagne du Mexique. Il a également fait partie des troupes coloniales en Algérie. Revenu en France à la fin de l'Empire, d'abord à Béziers puis à Paris où il s'installe en 1869, il va y connaître tout le processus de la guerre, de la révolution du 4 septembre et ce qui a suivi. On le retrouve dans tous les épisodes insurrectionnels, du 31 octobre au 22 janvier ; il fait partie des signataires de L'Affiche rouge en tant que délégué du XII^e arrondissement du comité de la Corderie. C'est un personnage qui est peu connu mais qu'on n'a pas de mal à retrouver dans la plupart des épisodes qui ont structuré l'avant-Commune parisienne. Il a aussi été capitaine de la Garde nationale parisienne durant le siège. À ce moment,



UNE RUE DE PARIS EN MAI 1871 (1903-1905), MAXIMILIEN LUCE, COLL. MUSÉE D'ORSAY.

ses origines biterroises importent peu puisqu'il est installé à Paris, il y a ses activités et, comme beaucoup de Parisiens, il vient d'ailleurs. Au moment de la Commune, on le retrouve actif et assez radical dans ses engagements.

FVLC: Il veut mettre sur pied un bataillon de femmes pour faire la chasse aux réfractaires à la Garde nationale...

M.C.: Dans l'esprit, il est plutôt anarchiste, et la suite le confirmera, mais à ce moment-là j'hésite à l'étiqueter. Est-il blanquiste, est-il anarchiste? On le voit le 22 janvier faire partie de ceux qui sont prêts à aller prendre les armes. Il fait le coup de fusil contre l'Hôtel de Ville. L'affaire du bataillon des femmes se passe à la mi-mai, au moment où de nombreux gardes nationaux désertent. Se pose la question des réfractaires et, là, il organise un bataillon des femmes. D'après les témoignages, ce bataillon aurait réuni jusqu'à une centaine de femmes et on les aurait vues défilé dans le XII^e, du côté de Bastille et du boulevard Damesnil.

FVLC: Il y a une affiche de la Commune qui y fait référence.

M.C.: Oui, elle est signée précisément par Jules Montels. Je me suis moins intéressé dans cet article à cet épisode. Auparavant, je m'étais davantage préoccupé du moment où il est narbonnais. Son rôle dans l'insurrection parisienne avait amené les procureurs, au moment du procès des communards de Narbonne, à attribuer à Montels un rôle surévalué de façon à les mettre en difficulté. Le lien à Paris, après la répression, puisque le procès se déroule en novembre 1871, fournissait une preuve de culpabilité. L'article n'est pas du tout centré sur ce Montels-là, mais sur ses années d'exil. Après la Commune, il parvient à se cacher quelque temps dans Paris, puis, au mois d'août,

il arrive à s'embarquer dans un train pour la Suisse et il arrive à Genève. Pendant ses années d'exil, il est internationaliste (il devait l'être avant) et s'engage dans les combats de l'Internationale aux côtés des anarchistes de Bakounine contre Marx. Il participe même à plusieurs congrès internationaux de l'organisation, comme délégué. En 1877, après avoir été dépêché avec Kropotkine, Brousse et Costa aux congrès de Verviers et de Gand, il ne revient plus en Suisse, part pour Berlin où il semble lâcher l'affaire, et de là gagne Moscou. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ LE 17 JANVIER 2020 POUR FAISONS VIVRE LA COMMUNE!

Le texte intégral de cet entretien est disponible sur le site

faisonsvivrecommune.org

rubrique vient de paraître

<https://faisonsvivrecommune.org/?p=3752>.

1. Textes de: Inès Ben Slama, Filippo Benfante, Olivier Berger, Marc César, Iain Chadwick, Philippe Darriulat, Quentin Deluermoz, Benoît Doessant, Jean-Numa Ducange, Carolyn J. Eichner, Fabrice Erre, Jérémie Foa, Éric Fournier, Jacques Frayssenge, Gilbert Gaudin, Jacques Girault, Anthony Glinoeur, Laure Godineau, Odile Krakovitch, Gauthier Langlois, Claude Latta, Laurent Le Gall, Masai Mejjaz, John Merriman, Daniel Mollenhauer, Burak Onaran, Guillaume Parisot, Rémy Pech, Jérôme Quaretti, Michèle Riot-Sarcey, Jean-Louis Robert, Jacques Rougerie, Gonzalo J. Sánchez, Jr., Antoine Schwartz, Robert Tombs, Danièle Voldman, Jonathan Vouters, Deborah Xuereb

2. Lucien Descaves, *Philémon, Vieux de la Vieille. Roman de la Commune, de l'exil et du retour*, réédition La Découverte, Paris, 2019, 344 pages, 22 € (édition de 1922 présentée par Maxime Jourdan). Voir notre article p. 33.

GUSTAVE COURBET PEINTRE (1819-1877)

Élu à la Commune de Paris le 16 avril par le VI^e arrondissement, membre de la commission de l'Enseignement, de la commission de la Fédération des artistes, vote contre le Comité de salut public, condamné à six mois de prison et aux frais de la reconstruction de la colonne Vendôme.

« Homme de paix, lancé dans la lutte, il cherchera quel coup il peut frapper sans arme. Tout en prenant sa part du péril, il voudra faire haïr la guerre,

la guerre que représente dans son horreur glorieuse l'empereur, dont le buste est là-haut... Fils de paysan, ayant vu le jour du tirage pleurer les conscrits, il voudra frapper la divinité à la tête, et déraciner l'arbre du coup. Voilà comment de peintre on devient membre de la Commune* . »

* Jules Vallès, « Courbet », *Le Réveil*, 6 janvier 1878, Œuvres, Bibliothèque de la Pléiade, t. 2, 1990.



ÉLOI VALAT

Lettre de Gustave Courbet à ses parents

30 avril 1871

Mes chers parents,
Charenton, 30 avril 1871

Me voici par le peuple de Paris introduit dans les affaires politiques jusqu'au cou. Président de la Fédération des artistes, membre de la Commune, délégué à la mairie, délégué à l'Instruction publique : quatre fonctions les plus importantes de Paris. Je me lève, je déjeune, et je siège et préside 12 heures par jour. Je commence à avoir la tête comme une pomme cuite. Malgré tout ce tourment de tête et de compréhension d'affaires sociales auxquelles je n'étais pas habitué, je suis dans l'enchantement. Paris est un vrai paradis ! Point de police, point de sottise, point d'exaction d'aucune façon, point de dispute. Paris va tout seul comme sur des roulettes. Il faudrait pouvoir rester toujours comme cela. En un mot, c'est un vrai ravissement. Tous les corps d'État se sont établis en fédération et s'appartiennent. C'est moi qui ai donné le modèle avec les artistes de toutes sortes. Les curés aussi sont à leurs pièces comme les autres, ainsi que les ouvriers, etc., etc., les notaires et les huissiers appartiennent à la Commune et sont payés par elle comme les receveurs de l'enregistrement. Quant aux curés, s'ils veulent exercer à Paris (quoiqu'on n'y tienne pas), on leur louera des églises.

Dans nos moments de loisir, nous combattons les saligauds de Versailles, chacun y va à son tour. Ils pourraient lutter dix ans comme ils le font sans pouvoir entrer dans nos murs, nous perdons très peu de monde et ils en perdent énormément ; ça n'est pas malheureux, car tout ce qui est à Versailles, comme si on avait choisi, est le monde duquel il faut se débarrasser pour la tranquillité, c'est tous les mouchards à casse-tête, les soldats du pape, les lâches rendus à Sedan, et, comme hommes politiques, ce sont les hommes qui ont vendu la France, les Thiers, Jules Favre, Picard, et autres, scélérats, vieux domestiques des tyrans, vieilles poudrées des temps féodaux monarchiques, en un mot la plaie du monde entier.

Paris a renoncé à être la capitale de la France. La France ne voulait plus que Paris lui envoie ses préfets. La France doit être contente, elle est exaucée. Mais aussi Paris ne veut plus être conduit par la France ni par les votes des paysans qui votent pour le Père-Blicite. C'est rationnel, du moment que la province envoie à Paris les gens qui leur paraissent parmi eux les plus distingués pour l'instruire, une fois qu'ils sont instruits, ils ne doivent plus avoir la prétention de les diriger avec leur ignorance. Il faut être logique. Aujourd'hui Paris s'appartient. Il coopérera dans la mesure aux besoins de la France, en restant uni à la patrie commune, et il désire que toutes les provinces de France imitent son exemple, de telle sorte que cette fédération devienne une unité puissante qui paralyse

à tout jamais les gouverneurs de toutes sortes, ainsi que les vieux systèmes monarchiques, impérialistes et autres. Il veut que la liberté (et il n'y a pas à y revenir) soit consacrée sur la terre. [...]

Je ne sais maintenant, mes chers parents, quand j'aurai le plaisir de vous revoir. Je suis obligé de faire énergiquement tout ce travail qui m'est confié, et pour lequel j'ai eu tant de propension pendant toute ma vie, moi qui étais décentralisé, en ce sens que j'étais retranché dans mon individualité pendant toute mon existence. Pour être dans le sens de la Commune de Paris, je n'ai pas besoin de réfléchir, je n'ai qu'à agir naturellement.

La Commune de Paris a un succès que jamais aucune forme du gouvernement n'a eu. Nous venons de recevoir à l'Hôtel de Ville la délégation des francs-maçons, ils étaient 10 000, ils nous garantissent deux cent cinquante mille adhérents et combattants. On ne nous appellera plus une poignée de factieux. À Versailles, on établit le vrai désordre intentionnellement et maladroitement, en rétablissant avec les fameux députés que la province leur a envoyés et les d'Orléans et les napoléoniens.

Je vous embrasse en vous tranquillisant sur mon sort. Portez-vous tous bien et dormez sur les deux oreilles.

Je n'ai pas eu de chance. J'ai perdu tout ce que j'avais eu tant de peine d'amasser, c'est-à-dire mes deux ateliers, celui d'Ormans par les Prussiens et le bâtiment de mon exposition au pont de l'Alma, que j'avais fait transporter à la Villette, qui a été employé aux barricades contre les Prussiens.

G. Courbet
Membre de la Commune de Paris



CLICHÉ DES
ATELIERS NADAR,
(MUSÉE DE
SAINT-DENIS).

LA PROSE MALSAIN DES VERSAILLAIS

La Commune de Paris devait vivre, durant les soixante-douze jours de son existence, une ère de libertés inconnues jusqu'alors. Plus particulièrement cette liberté d'expression publique, auparavant souvent confisquée. C'est ainsi que la censure ne s'exerçait nullement sur une presse, très nombreuse, paraissant durant cette période. Y compris pour les organes proches du pouvoir versaillais. C'était le cas, parmi d'autres publications, du mensuel *Le Musée des familles*, qui ne dissimulait nullement son hostilité à la Commune.

Dans son numéro daté de juin 1871, *Le Musée des familles* se déchaînait, se félicitant de la défaite des insurgés tout en dressant un tableau apocalyptique du Paris reconquis par les troupes de Thiers : « Il y a deux Paris à cette heure : le Paris de la vie et celui de la mort, des ruines et des monuments encore debout, sauvés on peut le dire, par miracle. La Commune voulait anéantir Paris en entier, et si la ville existe encore ce n'est pas la faute des incendiaires qui, à travers les balles et les obus, ont promené leurs torches et leur pétrole des Tuileries à la Bastille, du Panthéon à La Villette. Ce qu'ils ont causé de malheurs, ce qu'ils ont fait de misères, nul ne saurait le dire ; l'art semblait les irriter d'une façon particulière ; ils se tournaient avec une sorte de fureur sauvage contre les monuments et la gloire de la civilisation [...]. L'horreur de ces jours de désastre et de crimes, qui en a été le témoin ne l'oubliera jamais, et jusque dans ses rêves il sera poursuivi par le bruit des décharges meurtrières, par les cris des femmes fuyant, éperdues, et par la lueur fulgurante des incendies [...]. »

L'auteur de ces lignes vengeresses évitait naturellement de relater la terreur régnant dans Paris, au cours de la Semaine sanglante. Celui qui s'exprime ainsi veut ignorer les fusillades et la justice expéditive frappant quiconque était suspecté d'avoir quelque sympathie pour la Commune. Ce digne représentant d'Adolphe Thiers et de ses soudards ne voulait connaître que des Parisiens enfin libérés des hors-la-loi qui : « [...] se battaient contre la République [...]. À mesure que s'éloignait le sinistre drapeau rouge, les habitants dont les demeures avaient été épargnées par les flammes sortaient des réduits et des caves où la prudence et la terreur les avaient tenus enfermés, et leurs regards ne tombaient que sur des barricades éventrées, souillées de sang, encombrées de cadavres ; que des armes brisées, des canons abandonnés, témoignage d'une lutte abominable [...]. »

Peu importe qu'il s'agisse là du peuple de Paris, massacré par la soldatesque versaillaise. Gros mensonge également, car tout Paris n'était pas en feu et que, bien souvent, les cadavres étaient ceux des hommes et des femmes, parfois des enfants, de ces barricadiers qui



luttaient pour la liberté de la masse des défavorisés. Tout naturellement d'ailleurs, ce « spectateur » des horreurs commises en venait à ce qui, à ses yeux, représentait l'essentiel du désastre car : « [...] tout brûlait à la fois et partout : l'Hôtel des Finances, les Tuileries, une partie du Louvre, le Palais-Royal, le Conseil d'État, la Chancellerie de la Légion d'honneur, la rue du Bac, la Cour des comptes, la Croix-Rouge, la rue de Rivoli, l'Hôtel de Ville, le théâtre de la Porte-Saint-Martin, la place du Châtelet, les Gobelins [...]. Le canal Saint-Martin qui roulait des torrents de pétrole enflammés, les magasins généraux, etc. Tout Paris n'était qu'un immense foyer de cent vingt kilomètres de circonférence, qu'attisaient des femmes abominables, des sorcières en furie [...]. »

Cet excellent journaliste n'oubliait qu'un détail essentiel : sous la Commune, il convient de le rappeler, *Le Musée des familles* avait pu continuer à publier, sans la moindre difficulté, ses numéros de mars, avril et mai, alors que les locaux de cette revue, située rue Saint-Roch, avaient été épargnés des incendies allumés par des « pétroleuses ». Par ailleurs comment négliger le fait que l'Ouest parisien était constamment bombardé par les canons versaillais, tandis que les Prussiens utilisaient

leur puissante artillerie, depuis le Mont-Valérien, pour canonner le nord et l'est de la capitale. Comme il était nécessaire de faire jouer la corde sensible de son lectorat bien-pensant, ce « témoin » attentif au malheur subi par les Parisiens se lamentait ainsi : « [...] La masse des richesses qui a été détruite ne saurait s'évaluer ; toutes les classes de la société ont été atteintes, l'ouvrier comme le riche, le quartier indigent comme la rue opulente. À travers les pans de murs écroulés, et rien n'était plus navrant, on apercevait, fumants et noircis, les meubles des humbles familles, le berceau de l'enfant [...]. Maintenant, où étaient-ils ceux qui y avaient vécu, laborieux et tranquilles ? [...] Aujourd'hui, depuis bien des heures, les foyers sont éteints, les murs chancelants et minés ont été démolis par prudence ; il ne reste plus, se dressant dans le ciel, comme pour l'invoquer, que le squelette des grandes ruines [...]. »

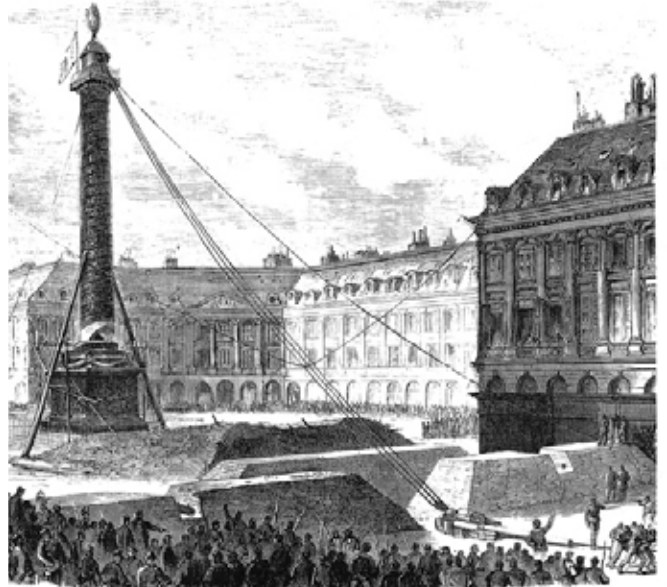
Dans son numéro daté de juillet 1871, *Le Musée des familles* revient sur les destructions qui auraient été commises par les communards, particulièrement à l'église de la Madeleine et dans ses alentours : « [...] Cruel spectacle ! Ce ne sont plus seulement les obus et la mitraille qui ont fait, ici, leur sanglante et sinistre besogne, c'est l'incendie qui a tout ravagé. Un tiers de la rue Royale est écroulé, la partie droite présente un long morceau de ruines, depuis le passage Berryer jusque par-delà la rue du Faubourg-Saint-Honoré dont, à gauche et à droite, les premières maisons ont été détruites par les flammes. [...] Les fédérés, en guenilles, ivres de vin et de désespoir, suivis de femmes plus atroces encore qu'eux-mêmes, allaient, enfonçant des portes, répandant partout des flots de pétrole ; et quand une maison, deux maisons, un quartier tout entier était ainsi imprégné, accordant à peine aux habitants, aux pâles mères, aux enfants en pleurs, cinq minutes pour fuir, ils laissaient tomber un haillon enflammé ; le feu courait comme un éclair ; dans une seconde, du sol au grenier, tout brûlait et d'immenses colonnes de flammes rougies s'élevaient jusqu'aux cieux. »

En compagnie de l'un de ses amis, l'auteur de ces lignes, lourdes d'inventions, fait dire à cet autre témoin de moralité toute son indignation qu'il était indispensable de faire partager aux lecteurs : « Les monstres ! Les monstres ! Tout détruire ! Tout brûler ! Les monstres ! Les monstres ! »

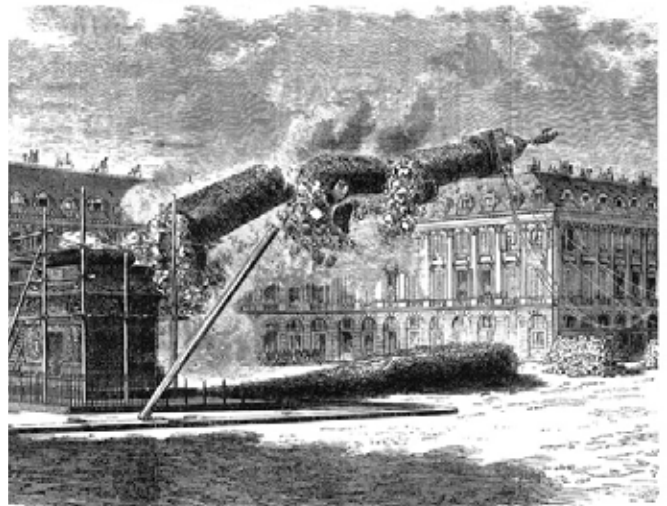
Pour le chroniqueur, le pire était à venir, laissant entendre que le chaos ne pouvait que s'étendre à toute la capitale : « Après avoir mis le feu aux palais, aux quais, les incendiaires, poursuivis par les versaillais, avaient épuisé leur rage sur la malheureuse rue du Bac. »

Comme il ne pouvait être question d'en rester là de ces lamentations, le précieux collaborateur du *Musée des familles* estimait utile, dans le numéro du mois d'août de cette publication, de préciser pourtant que : « ... Le Pavillon de Flore n'a pas été détruit et que les grandes galeries du Louvre ont échappé au désastre. Les toitures ont été endommagées extérieurement ; la partie du palais qui a le plus souffert est la galerie d'Apollon dont les obus des fédérés ont écrasé la façade [...]. »

Pour terminer, ce « journaliste », faux témoin, désespéré par le spectacle de l'Hôtel de Ville, en partie détruit, ne manque pas de se désoler, tout en injuriant les vaincus de la Semaine sanglante : « [...] L'immense ruine se montre devant nous, imposante et superbe [...]. Les



PARIS SOUS LA COMMUNE. — Démolition de la colonne Vendôme; le premier tour de cadavres.



PARIS SOUS LA COMMUNE. — Chute de la colonne Vendôme.

bandits de la Commune avaient mis je ne sais combien de tonneaux de poudre ; un ordre abominable fut donné, une main exécration obéit, et du Palais, voici tout ce qu'il reste : un prodigieux monceau de débris, des pans de murs extérieurs, la solide façade que l'explosion n'a pu renverser, des fenêtres à travers lesquelles on voit des murailles nues et démantelées, des voûtes ouvertes, d'énormes barres de fer tordues comme des fils de laiton. Tout cela est affreux mais présente un aspect d'une grandeur incomparable [...]. »

Le Musée des familles, revue lourdement versaillaise, avait donc pu poursuivre sa parution dans Paris insurgé. Immédiatement après la revanche du Parti de l'ordre, le directeur de cette publication, dont le nom n'est pas passé à la postérité – Charles Wallut –, s'adressait ainsi à ses lecteurs : « Les terribles épreuves que la France vient de traverser ouvriront-elles pour notre pays une ère de régénération nouvelle ou marqueront-elles sa déchéance définitive ? À vous de répondre ! [...] Si nous nous abandonnons au courant de l'esprit moderne qui, par le doute, aboutit à la négation de Dieu, de la morale, de la conscience, de la patrie, la France est perdue. » ■

ENTRETIEN AVEC **MAXIME JOURDAN** POUR L'ÉDITION DE **PHILÉMON VIEUX DE** **LA VIEILLE DE LUCIEN DESCAVES.**

Je lisais un journal éphémère de la Commune dans un lecteur de microfilms de la Bibliothèque nationale de France. C'est sans doute comme ça qu'il m'a identifiée. Nous nous sommes présentés, et quand il m'a dit son nom, Maxime Jourdan, je l'ai « reconnu » : « Ah ! C'est vous qui avez fait le magnifique index des *Cahiers rouges* de Maxime Vuillaume ! »

Il avait fait beaucoup plus : établir le texte à partir des livraisons des *Cahiers de la Quinzaine*, des rajouts, des errata et des variantes... de sorte que l'édition La Découverte est l'édition (quasiment) définitive. Et que je trouve remarquable, avec un index riche, précis et extrêmement utile. Ce n'est pourtant pas des *Cahiers rouges* que nous avons parlé, mais de *Philémon*. Car Maxime Jourdan préparait une édition de *Philémon* pour La Découverte et c'est de ça que nous avons parlé.

Quelques mois ont passé et voilà, le livre est sorti. J'en ai profité pour le relire, j'ai crayonné des questions dans les marges et j'ai rencontré à nouveau Maxime Jourdan pour en parler.

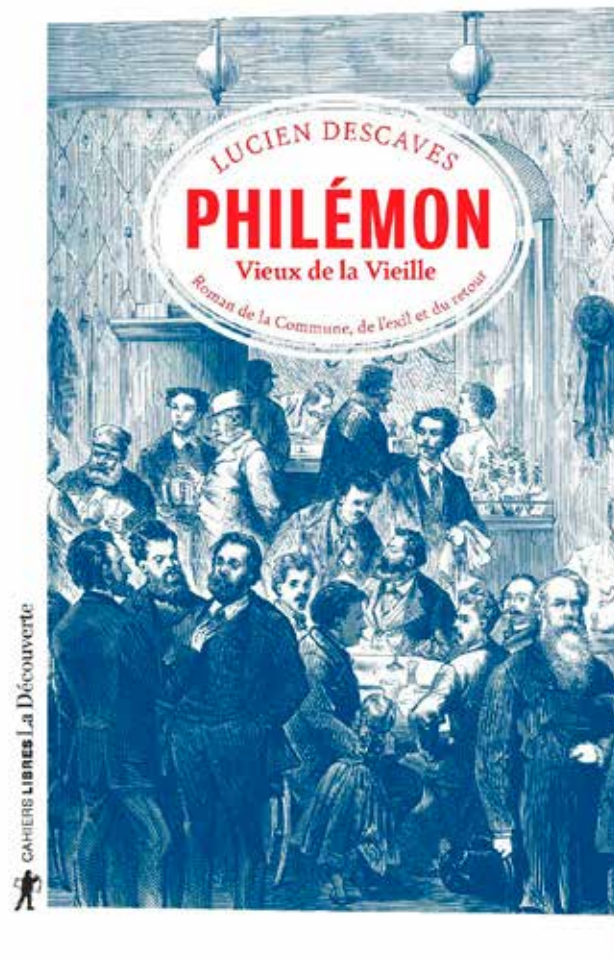
Il a tout fait : obtenir la cession gratuite des droits, établir et ressaisir le texte (non, ce n'est pas une brutale reconnaissance de caractères), le relire et le corriger, l'annoter, en fabriquer l'index et la chronologie, écrire l'introduction, écrire la quatrième de couverture, piocher un sous-titre « Roman de la Commune, de l'exil et du retour » dans l'avertissement de Descaves (le titre est peu explicite !), choisir l'illustration de la couverture, sa couleur...

Je le laisse parler.

MAXIME JOURDAN (M.J.) : Dans *Philémon*, Descaves raconte une histoire d'anciens de la Commune. C'est un « roman de la Commune, de l'exil et du retour ». Un genre de « Trente Ans après ». Il rencontre son voisin, Colomès, qu'il surnomme Philémon et qui est en partie inspiré par Henri Mathey, un ouvrier-bijoutier qui commanda le fort de Vanves du 1^{er} au 8 mai 1871. Colomès et sa femme, que naturellement Descaves surnomme Baucis, racontent leur expérience de la Commune et de l'exil, qu'ils ont vécu en Suisse. Ayant beaucoup fréquenté les proscrits à Genève, ils peuvent raconter l'histoire, les histoires de beaucoup d'anciens communards. Ils font aussi participer Descaves à leur rite annuel, un banquet du 18 mars.

MICÈLE AUDIN (M.A.) : Ce sont les communards qui racontent ?

M.J. : Oui, mais c'est Descaves qui écrit. Il y a donc, forcément, un peu de ce que j'appelle du ventriloquisme : il fait parfois prononcer à ses personnages ses propres opinions. Un bel exemple est la liste de vingt-six écrivains qui ont condamné la Commune ou ses partisans, qu'a établie Colomès (et qu'il appelle « le pilori ») : Descaves pouvait difficilement accuser lui-même directement ses confrères... C'est un exemple parmi plusieurs autres, que nous pouvons laisser les lecteurs découvrir.



M.A. : Il y a aussi des blagues ?

M.J. : Quelques-unes. Le plénipotentiaire français à Berne, que le gouvernement a utilisé pour tenter de faire extradier tel ou tel communard réfugié, se nommait Châteaurenard. « Châteaurenard par l'odeur alléché », écrit Descaves, et il ne résiste pas non plus, après l'échec de la manœuvre, à « Châteaurenard qu'une poule aurait pris ».

M.A. : Après les qualités du livre de Descaves, parlons de ce que tu as fait pour cette édition.

M.J. : J'ai passé beaucoup de temps à établir une chronologie précise. Par exemple, j'ai réussi à déterminer la date et le lieu exacts de la rencontre de Descaves avec Gustave Lefrançais, rencontre d'une grande importance puisque c'est elle qui a fait de Descaves un passionné de la Commune. On disait 1895, ou 1896. Grâce aux agendas de Descaves, j'ai trouvé la date exacte de cette rencontre, le 29 décembre 1895, le lieu, chez Victor Jaclard, dont je n'ai pas écrit le nom dans l'introduction pour ne pas submerger les lecteurs sous des noms inconnus. J'ai écrit « à Montmartre » dans l'introduction et « chez Victor Jaclard » dans la chronologie – il a quand même fallu vérifier que, à cette date, Victor Jaclard habitait toujours à Montmartre, ce que j'ai réussi à faire en consultant les listes électorales : il résidait 55, rue Lepic. D'autres dates ont été plus difficiles à préciser, celles de la publication de « l'autre » roman communard de Descaves, *La Colonne*, de la parution simultanée des deux éditions des *Souvenirs d'une morte vivante*, de Victorine Brocher,

celles de la fondation et de la dissolution de « l'Égalité », de « la Marmite », de « la Solidarité » à Genève... Ainsi, l'introduction est lisible par tous et toutes les informations désirables se trouvent dans le livre.

M.A. : Il a fallu des efforts du même genre pour l'index ?

M.J. : Les personnages de Philémon sont pour la plupart des inconnus, presque des anonymes. C'est ce qui fait la qualité du livre. Mais aussi la difficulté pour l'éditeur: il m'a fallu retrouver tous ces personnages ! Certaines des entrées de l'index m'ont demandé plusieurs journées de travail. Ah ! Éléphantine !

M.A. : Éléphantine ?

M.J. : La femme de Jean-Baptiste Cœurderoy, un chef de bataillon. Éléphantine est un surnom. Ils n'étaient pas mariés, et donc il était impossible de la trouver par son état civil à lui. J'ai consulté le dossier de conseil de guerre de Cœurderoy au Service historique de la Défense (Vincennes) dans lequel j'ai vu qu'une femme Huntzinger et une faillite étaient mentionnées. J'ai donc filé aux Archives de Paris (Paris, porte des Lilas), mais le dossier de faillite ne comportait pas de nom de femme. J'étais désespéré. Je tente quand même les archives de la Préfecture de police (Le Pré-Saint-Gervais), où je lis que Cœurderoy avait bien, en Suisse, une femme de 1,75 m (et d'une corpulence qui explique le surnom Éléphantine), mais je ne trouve aucun nom. De plus en plus désespéré. À nouveau les Archives de Paris pour une recherche très longue et fastidieuse (je passe les détails aux lecteurs) dans le registre alphabétique des condamnés par le tribunal correctionnel pour leur participation à la Commune. Je trouve finalement un jugement du 12 décembre 1872, lequel condamne Cœurderoy et Marie Hunsinger. C'est maigre mais j'ai un prénom. Je vais à la bibliothèque de l'Arsenal (Sully-Morland) pour consulter les notes de Descaves qui y sont conservées.

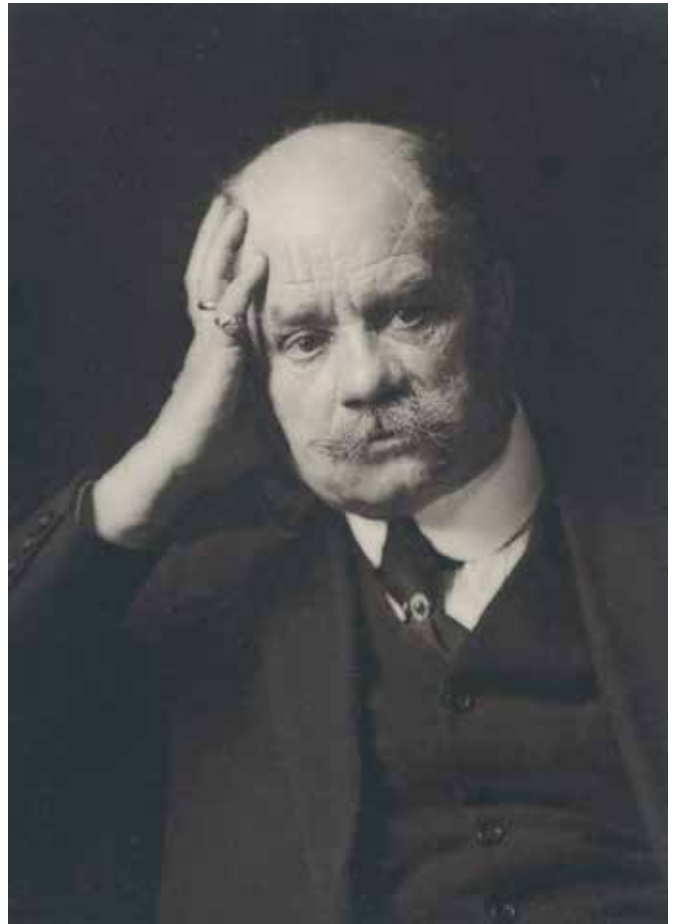
« Vu Édouard Cœurderoy, chef de bataillon le 17 janvier 1904. Tenait en dernier lieu, depuis 1881, une fabrique de calibres et de petit outillage, 301 rue Saint-Jacques, qu'il a vendue, fin décembre dernier. Sa femme morte là en 1901. »

Jubilation intense. De chez moi, je consulte l'état civil en ligne et je trouve l'acte de décès. Le prénom n'était pas le bon... Elle s'appelle Anne Barbe Hunsinger, elle est née à Colmar, elle est morte à 64 ans. Un de ses parents a signé l'acte de décès de Cœurderoy en 1909. Ainsi, Cœurderoy a vécu plus de trente ans avec Éléphantine avec laquelle il se flanquait (très) régulièrement des peignées et a été lié jusqu'à sa mort à la famille Hunsinger.

M.A. : Tu as trouvé tous les personnages cités dans le livre ?

M.J. : Non. Certains m'ont résisté. La veuve Désiré, notamment. J'en profite pour lancer un appel au peuple ! Contactez-moi sur maximejourdan.wordpress.com !

M.A. : Bonne idée. Je lance un autre appel : si l'histoire de la Commune et des communards vous intéresse (et sinon pourquoi seriez-vous en train de lire ceci ?), lisez l'édition de Maxime Jourdan de *Philémon Vieux de la Vieille* ! Profitez de n'importe quelle occasion pour l'offrir et vous le faire offrir ! ■



Lucien Descaves

Romancier, dramaturge et historien, Lucien Descaves est né en 1861. C'est en faisant paraître *Sous-Offs* en 1889, brûlot antimilitariste, qu'il accède à une renommée nationale. Il se rapproche alors des libertaires et prend la défense du capitaine Dreyfus. En 1900, il est l'un des membres fondateurs de l'Académie Goncourt.

Passionné par la Commune, il publie deux romans traitant de son histoire et de son souvenir : *La Colonne* en 1901, puis *Philémon, Vieux de la Vieille* en 1913. Il décède en 1949.

- Lucien Descaves. *Philémon, Vieux de la Vieille, Roman de la Commune, de l'exil et du retour.* Éditions La Découverte, 22 € en version papier et 12,99 € en version numérique.

LE PÈRE BRAFORT

ANDRÉ LÉO

Voici, enfin, *Le Père Brafort*, d'André Léo. Et enfin complet.

L'histoire de ce roman et de sa (de ses?) publication(s) est elle-même tout un roman, que ce livre, paru fin 2019, raconte aussi. Je n'en dis ici que quelques mots – écrit dans l'effervescence de la fin du second Empire, après l'autorisation des réunions publiques (1868), après la publication par son auteure du très moderne *La Femme et les mœurs* (1869), un manuscrit de 1870, un feuilleton (en russe) à Moscou en 1872, un feuilleton dans *Le Siècle* (novembre 1872-février 1873), un volume dans le « Musée littéraire » du *Siècle* en 1876...

Enfin complet, grâce à une (re-)traduction du feuilleton russe, qui comportait quelques passages « coupés » par *Le Siècle* – noter que publier un roman de la proscrie André Léo dans les années suivant la Commune ne devait pas être très simple...

Mais de quoi s'agit-il ?

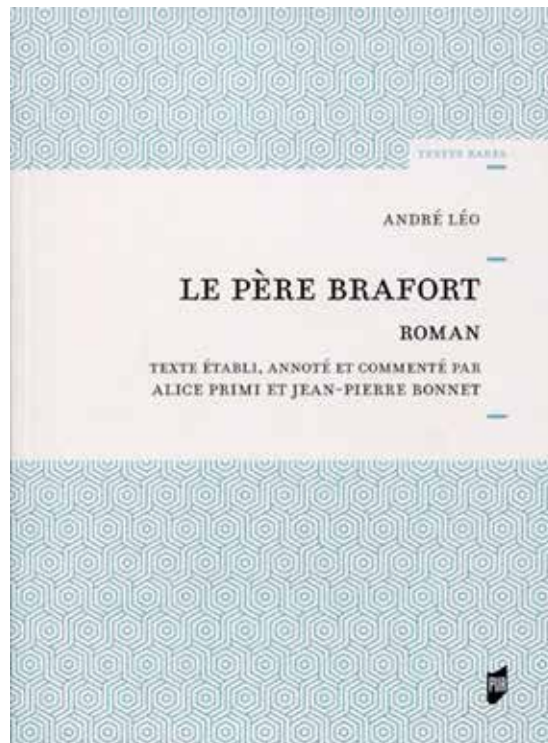
C'est un vrai beau roman, avec de l'amour et des drames – et je suis très sérieuse.

Il se présente comme une « biographie » de son « héros », que l'on peut sans peine qualifier d'« antihéros » (et même pire), Jean-Baptiste Brafort, né en 1800 et mort en 1872, qui donc traverse le siècle et ses révolutions. Brafort, quincailleur, manufacturier, député, préfet, puis chef de gare... vit et présente, sous tous ces avatars, les réalités sociales et les événements politiques... comme le font les amis de l'ordre (dont il est) et comme le fait le pouvoir (dont il veut être) tout au long de ce siècle (et pas seulement, mais c'est une autre histoire). Rassurons-nous, la signification de ces événements ne fait aucun doute, ni pour le narrateur, ni pour l'auteure, ni pour les lecteurs – et encore moins pour les lectrices !

Cet honnête homme abandonne une amante enceinte, combat les insurgés de 1832 – son frère et sa belle-sœur, eux, sont tués –, force sa fille à épouser un vieux débauché à particule, fait emprisonner ses ouvriers grévistes, viole ses ouvrières et, élu représentant du peuple, tue lui-même son neveu pendant l'insurrection de juin 1848... Je ne vous en dis pas plus.

Je remarque que, si l'insurrection de 1832 est un des cadres des *Misérables* de Victor Hugo, et celle de juin 1848 un de ceux de *L'Éducation sentimentale* de Flaubert, je ne connais pas d'autre roman que *Le Père Brafort* qui rapporte les deux événements...

Et surtout, il n'y en a pas qui mette en lumière, comme celui-ci, autant la domination masculine que celle du capital. La jeune ouvrière violée et infanticide et sa défense par le neveu du violeur sont d'une véritable beauté et force – à vous tirer des larmes (j'avais pourtant déjà lu l'édition du « Musée littéraire »). N'empêche, elle est condamnée. Les juges n'appartiennent-ils pas à la classe des exploités – et des violeurs ?



Des thèmes toujours actuels, non ?

Le texte a été établi par Alice Primi et Jean-Pierre Bonnet, ils ont ajouté des notes fort intéressantes. Il est publié par un éditeur universitaire, mais c'est bien un roman. Un beau roman.

Bref... Lisez *Le Père Brafort* d'André Léo! ■

MICHÈLE AUDIN

• André Léo, *Le Père Brafort*.

Presses universitaires de Rennes, 2019, 30 €.

Livres cités

- André Léo, *La Femme et les mœurs: liberté ou monarchie*, Éditions des droits des femmes, 1869, réédition en fac-similé Du Lérot, 1990.
- André Léo, *Le Père Brafort*, *Le Siècle* Musée littéraire, 1876.
- André Léo, *Le Père Brafort*, Presses universitaires de Rennes, 2019.
- Victor Hugo, *Les Misérables*, coll. « Bouquins », Robert Laffont, 1995.
- Gustave Flaubert, *L'Éducation sentimentale*, M. Lévy (1869).

ELLE N'EST PAS MORTE!

*On l'a tuée à coups d'chassepot,
À coups de mitrailleuse
Et roulée dans son drapeau
Dans la terre argileuse
Et la tourbe des bourreaux gras
Se croyait la plus forte*

Refrain

*Tout ça n'empêche pas, Nicolas
Qu'la Commune n'est pas morte !
(Bis)*

*Comme faucheurs rasant un pré,
Comme on abat des pommes,
Les versaillais ont massacré
Pour le moins cent mille hommes.
Et ces cent mille assassinats
Voyez c'que ça rapporte.*

Refrain

*On a bien fusillé Varlin,
Flourens, Duval, Millière,
Ferré, Rigault, Tony Moilin,
Gavé le cimetièrre.
On croyait lui couper les bras
Et lui couper l'aorte.*

Refrain

*Ils ont fait acte de bandits,
Comptant sur le silence,
Ach'vé les blessés dans leur lit,
Leurs lits d'ambulance
Et le sang inondant les draps,
Ruisselait sous la porte.*

Refrain

*Les journalistes policiers,
Marchands de calomnies,
Ont répandu sur nos charniers
Leurs flots d'ignominies.
Les Maxim' Ducamp, les Dumas
Ont vomi leur eau-forte.*

Refrain

En 1886, le souvenir de la terrible répression de la Commune est loin d'être éteint, et le désir de revanche toujours vivace. C'est l'année où Eugène Pottier, également auteur des paroles de L'Internationale, va écrire Elle n'est pas morte! Vieux poète révolutionnaire, déjà du côté des insurgés en juin 1848, Eugène Pottier prendra une part active à la Commune. Ayant pu se réfugier en Angleterre, puis aux États-Unis, il rentrera en France en 1880, après l'amnistie, participant plus tard à la création du Parti ouvrier français. La chanson est dédiée aux survivants de la Commune.

*C'est la hache de Damoclès,
Qui plane sur leurs têtes.
À l'enterrement de Vallès
Ils en étaient tout bêtes.
Fait est qu'on était un fier tas
À lui servir d'escorte !*

Refrain

*C'qui vous prouve en tout cas,
Nicolas,
Qu'la Commune n'est pas morte !
(Bis)*

*Bref, tout ça prouve aux combattants
Qu'Marianne à la peau brune,
Du chien dans l'ventre et qu'il est temps
D'crier : vive la Commune !
Et ça prouve à tous les Judas
Qu'si ça marche de la sorte,*

*Ils sentiront dans peu,
Nom de Dieu !
Qu'la Commune n'est pas morte !
(Bis)*



150^e ANNIVERSAIRE DE LA COMMUNE DE PARIS

**FAISONS
VIVRE LA
COMMUNE !**

MARS - MAI 2021

**FÉDÉRONS-NOUS POUR PRÉPARER CET ÉVÉNEMENT DONT LES ESPOIRS
D'ÉMANCIPATION POLITIQUE ET SOCIALE DEMEURENT D'ACTUALITÉ !**

POUR PRENDRE CONTACT ET REJOINDRE L'ASSOCIATION

FAISONS VIVRE LA COMMUNE !

UN SITE : FAISONSVIVRELACOMMUNE.ORG

UNE ADRESSE DE COURRIEL : FAISONSVIVRELACOMMUNE@LAPOSTE.NET